

56
1976

Sommaire

LIMINAIRE :

Les travaux de l'Atelier Tiers-Monde p. 5

**L'industrialisation des pays
du Bassin-Méditerranéen : processus
d'internationalisation et perspectives
de coopération entre Nord et Sud**

Pierre Judet p. 7

Session Régionale du Maghreb p. 27

Echo du Chili

Pierre Olhagaray p. 47

**Un projet apostolique
pour l'Afrique Noire**

Jacques Leclerc p. 53

Quelques questions p. 63

Nouvelles de la Mission p. 67

LIMINAIRE

Chaque année la Lettre aux Communautés consacre un numéro à ce qui est appelé de façon commode mais contestable : le problème du Tiers-Monde.

La Mission de France, dans son ensemble — et plus particulièrement l'Atelier « Tiers-Monde » — se sent interpellée par l'inégalité croissante, source de tensions et de conflits, qui existe au sein de la communauté humaine et par l'expérience de la différence vécue plus sous forme d'affrontement et d'opposition que de communion ou de dialogue.

Dans ce numéro, l'Atelier Tiers-Monde a préféré présenter non des considérations sur cette situation, mais des faits sous forme de témoignages issus de diverses régions du monde. En finale, l'Atelier tente de regrouper les thèmes et questions nées de ces expériences. La réflexion menée depuis vingt ans par la Mission de France à partir de situations concrètes ne saurait prétendre tenir lieu de solution. Dans le partage de vie les interrogations se font plus vives. L'assurance de l'Occident chrétien est mise à mal. C'est dans le cheminement quotidien, individuel et collectif, que se cherche et se construit l'homme de l'avenir.

1. Le dialogue Nord-Sud est engagé. Par une analyse documentée et détaillée des relations entre pays Nord et pays Sud de la Méditerranée. Pierre JUDET nous montre comment les pays industrialisés du Nord tentent un redéploiement industriel à leur profit.

Seule l'Algérie résiste à ce courant, mais les industriels européens refusent de « se laisser dicter la loi ». Cet article aide à comprendre l'attitude de la France et la complexité des relations internationales. Le Tiers-Monde est d'abord un problème économique qui exige une analyse rigoureuse pour élaborer des solutions efficaces.

2. Au Maghreb, les équipes de la Mission de France, depuis 25 ans en relation avec des chrétiens et des non-chrétiens, vivent en milieu arabo-musulman. C'est un moment de leur cheminement avec les hommes de ces pays que le texte de la session régionale 1975 nous communique :

- Cheminement difficile pour leur vie d'homme et pour leur vie de Foi ;
- Source d'espérance qu'ils nomment « utopie » au sens originare du mot : « Nous croyons que l'Évangile de Jésus-Christ est un message pour tous les hommes ». (c'est un acte de Foi).

« Nous croyons aussi que nous avons besoin des autres pour entrer avec plus de vérité dans la révélation de Jésus-Christ ».

3. Le continent latino-américain connaît toujours la violence. Il n'est pas question dans ce numéro d'être exhaustif.

En France, à une certaine époque, le Chili était à la « une » des journaux. Depuis ce temps c'est l'oubli, sauf pour quelques militants qui sont en relation avec des émigrés du Chili. En quelques lignes, l'un de nous parle du « dernier point chaud » : « l'affrontement entre l'Église et la junte chilienne ». La répression n'épargne pas ceux qui, par fidélité à l'Évangile, s'étaient organisés pour la défense des persécutés et étaient la voix de ceux qui sont sans parole.

4. Des groupes de jeunes préparent leur avenir et réfléchissent ensemble .

Certains s'orientent vers le sacerdoce. L'un d'eux nous fait participer à sa démarche et à sa recherche. Sa vie d'homme et sa vie de Foi sont interrogées par la rencontre de l'Afrique Noire musulmane. Développement et Foi se trouvent étroitement liés dans son expérience. « Jésus révélateur de l'homme », « Jésus-Christ est le prophète de l'humain dans le sens de Dieu ».

L'industrialisation des pays du Bassin Méditerranéen : processus d'internationalisation et perspectives de coopération entre Nord et Sud

Pierre Judet

« L'Europe s'est remise en quête de sa Méditerranée ». Cette affirmation du géographe français Le Lannou traduit sans doute le renouveau d'intérêt que suscite en Europe (et au-delà de l'Europe) toutes les choses de la Méditerranée. Il fait également allusion à une très ancienne alternance qui vit succéder plusieurs fois la domination du Nord à la domination du Sud : l'empire romain, puis les Arabes, articulés aux villes de la mer (Venise, Pise, Gênes, Barcelone, Marseille) ; l'empire turc puis le condominium anglo-français du temps des colonies et des quasi-colonies. Aujourd'hui l'entrée en jeu du Japon, de l'URSS, mais surtout des pays pétroliers et des USA

transforme profondément le jeu. Il faut en effet que l'Europe « retrouve sa Méditerranée » : mais quelle Europe et quelle Méditerranée ? les méandres où s'enlissent la négociation globale menée par la CEE aussi bien que le dialogue Euro-Arabe indiquent que l'entreprise n'est pas facile. Les Européens ne sont plus seuls pour définir de la rive nord à la rive sud, entre pays peu ou pas industrialisés du sud et pays industrialisés du nord, un cadre, des lignes de coopération : ils se situent dans un contexte internationalisé dont il faut tenter de saisir l'évolution dans quelques-unes de ses étapes historiques récentes.

Le temps de la " Révolution industrielle " et de la non-industrialisation des " Sud "

La première moitié du XIX^e marque l'industrialisation de l'Europe du Nord : Angleterre, France, puis Allemagne, Suède... ; l'industrialisation se développe suivant le mode de production capitaliste, sur un rythme et dans des conditions telles qu'il en résulte un amoncellement de capital argent qui ne trouve pas le champ de son insertion dans les espaces nationaux : il s'internationalise donc dans un mouvement d'exportation vers des activités spéculatives.

Dans le Bassin méditerranéen, cela correspond à l'époque où apparaissent les dettes extérieures, provoquées, cultivées, élargies par les grandes banques et groupes financiers européens, anglais et français : la dette ottomane (1), la dette égyptienne (2), la dette tunisienne (3), la dette grecque (4) puis la dette marocaine (5), toutes gérées par des consortia financiers internationaux qui permettent l'implantation des grandes banques (qui succèdent aux comptoirs commerciaux) : la Banque Ottomane, le Crédit Foncier, le Crédit Mobilier, le Crédit Lyonnais, la BPPB (Maroc) etc.

La nécessité de rembourser la dette pousse à créer, à faire apparaître et à mobiliser un surplus agricole et minier qui corresponde aux besoins des économies dominantes (6).

Dans ce contexte se développent les productions : du coton, en Egypte et en Syrie ; des céréales en Algérie, Tunisie ; des fruits et du tabac en Turquie (7), en Grèce, à Chypre, puis en Algérie et en Tunisie ; des minerais de plomb et de zinc en Tunisie et Algérie ; de phosphate en Tunisie, Algérie puis Maroc.

C'est l'insertion dans ce processus qui fabrique des « vocations » aux différentes régions méditerranéennes :

« vocation » cotonnière pour l'Égypte

« vocation » céréalière et minière pour l'Algérie et la Tunisie.

Remarquons à ce propos que l'essor de la grande sidérurgie européenne est lié, à travers le procédé Bessemer, aux minerais de fer (hématites) espagnols et algériens (8) ; remarquons aussi que la puissance de groupes tels que Rostchild (Pennaroya) s'affirme à travers ce double mouvement de prêts financiers et de mobilisation du surplus pour le remboursement des prêts.

L'apparition et la mobilisation du surplus agricole et minier est conditionné par la mise en place d'un réseau de transport :

— construction de ports : à Beyrouth, Alexandrie, à Tunis, Sfax, Alger, Oran puis Casablanca ;

— ouverture du canal de Suez

— construction de voies ferrées : réseau ferré égyptien, réseau tunisien, algérien et marocain, chemin de fer du Hedjaz et chemin de fer de Bagdad. Les voies ferrées convergent vers les ports mais en général ne sont pas connectées avec elles.

L'ensemble du système est conçu pour acheminer vers l'Europe le surplus dégagé par l'agriculture et par les mines.

L'endettement favorise paradoxalement l'élargissement de la circulation qui ne doit cesser de croître ; cela contribue à élargir l'ouverture du Bassin Méditerranéen aux produits manufacturés des zones industrielles du Nord.

L'accord commercial anglo-turc de 1838 est le plus connu d'une série d'accords léonins qui se répéteront avec l'Égypte, la Tunisie (dès 1830) et le Maroc.

De ces accords découlent des conséquences immédiates :

— Destruction des artisanats prospères de ces régions (Pennec a étudié ce processus pour la Tunisie sur la période qui s'étend au début du XIX^e (9). Il n'est pas nécessaire de souligner que destruction de l'artisanat signifie en même temps stérilisation des capacités de passage à l'industrie moderne.

— Destruction radicale des premières bases industrielles, chaque fois que ce passage était en train de s'amorcer :

* en Italie du Sud : disparition dans les années 60 des chantiers navals, des entreprises textiles et de la construction mécanique qui existaient en Sicile (10).

* dans l'Espagne du Sud (en Andalousie) disparition après 1850-60 de ce qui avait été la première base sidérurgique espagnole (11).

- * en Egypte, disparition des industries lancées sous le règne de Mehemet Ali (12).
- * en France du Sud, déclin de l'industrie languedocienne après 1860 et disparition des premiers hauts fourneaux construits sur l'eau, immédiatement après leur érection (13).
- * A. Mahjoub a retracé dans sa note déjà citée les tentatives du Rey Ahmed pour créer en Tunisie une industrie moderne au début des années 60, tentatives qui tournèrent court très vite.

Les « Sud » constituent en effet, des lieux de mobilisation de surplus agricoles et miniers : ils ne font pas partie des zones privilégiées où se déploie le capital industriel productif. Le système rappelle à l'ordre vite et efficacement ceux qui se sont écartés de cette répartition des rôles.

Tout le système sous domination anglo-française reposait à la fois :

sur l'exportation de capitaux du nord vers le sud

et sur l'élargissement de la circulation des marchandises,

mais au prix d'un déséquilibre permanent des balances commerciales, de l'aggravation des dettes extérieures et surtout, pour ce qui nous intéresse ici, de la destruction des artisanats et des premières bases industrielles dans les pays de la rive sud et, plus généralement, dans tous les « sud ».

Ce système est encore à l'œuvre aujourd'hui. On le repère, entre autres indices :

— à l'importance de la dette extérieure qui pèse sur de nombreux pays méditerranéens : Turquie, Grèce, Yougoslavie, Espagne, Tunisie, Maroc,

— l'orientation prioritaire des prêts des organismes internationaux (BIRD par exemple) vers : les infrastructures et les transports ; les grands ouvrages d'hydraulique liés aux cultures industrielles et aux cultures d'exportation.

Dans un tel contexte, on peut dire que « l'industrialisation des uns c'est aussi la non industrialisation des autres » (14).

L'industrialisation des "Sud": un processus très internationalisé, lié au redéploiement de l'industrie du "Nord"

Jusqu'à une époque récente, le capitalisme industriel s'est pratiquement opposé à l'industrialisation des « Sud » européens et, plus encore, des pays de la rive sud.

Les événements pétroliers récents ont accéléré l'évolution. « L'interdiction » de construire des industries nouvelles a fait place progressivement à un « redéploiement » dans l'espace des implantations industrielles, sous la poussée convergente de facteurs :

— externes : il s'agit de la volonté plus ou moins forte et cohérente des pays ayant accédé à l'indépendance — et aujourd'hui, de pays bénéficiant de surplus pétroliers — de structurer leur économie en s'industrialisant ;

— mais aussi internes aux économies anciennement industrialisées : il s'agit à la fois de la pollution de plus en plus mal supportée par les sociétés avancées, du rejet sur la périphérie de branches à taux de profit décroissant (textile), de tentatives de mettre à la charge de financements locaux (pétrodollars) des installations très coûteuses de produits intermédiaires dont la valorisation à l'aval continuera à être contrôlée par les industriels du nord.

Il est vrai que la crise qui s'étend depuis plusieurs mois a sérieusement freiné les perspectives parfois délirantes de grand « déménagement » (15).

De nombreux projets de délocalisation dans les branches sidérurgiques et pétrochimiques sont retardés ou provisoirement gelés. Il n'empêche que le mouvement est à l'œuvre sur la frange sud de l'Europe, qu'il s'accélère sur la rive sud du Bassin méditerranéen ainsi qu'au Moyen-Orient où les industries en construction ou projetées sont — sauf exception — fortement insérées (intégrées) dans un processus international.

**L'industrialisation
selon le modèle
de Hong Kong
et de Singapour.**

**Ce processus est
préconisé avec
clarté et vigueur
par la Tunisie**

**Le même processus
semble aujourd'hui
mis en route
en Egypte**

On connaît bien ce processus qui s'est développé d'abord en Extrême-Orient depuis 15 ans et qui apparaît aujourd'hui dans le Bassin Méditerranéen. Il s'agit de l'implantation « d'industries de main-d'œuvre » (utilisant des techniques « labour intensive ») afin d'utiliser sur place une main-d'œuvre disponible, souvent féminine, habile et docile, dont la productivité, à conditions égales, est égale ou supérieure à la productivité de la main-d'œuvre européenne ; main-d'œuvre dévalorisée par les conditions salariales qui sont faites.

qui a promulgué, en avril 1972, une loi particulièrement favorable aux investissements étrangers. Dans ce dernier pays, plus de 50 projets d'entreprises industrielles ont été lancés depuis un an et demi par des groupes européens (allemands, belges, français), américains ou asiatiques, tous ces projets sont quasi exclusivement orientés vers l'exportation. Ces unités industrielles (75 % dans le textile) s'implantent dans les villes, mais aussi directement sur les réservoirs de main-d'œuvre constitués par les gros bourgs à tradition artisanale où la scolarisation a préparé une main-d'œuvre (féminine) habile et disponible.

où depuis la fin de 1973 (après la guerre avec Israël) on relance les projets et les plans d'industrialisation pratiquement gelés depuis 1967. De grands projets sont en cours de réalisation : extension de la sidérurgie d'Hélouan, oléoduc Suez-Méditerranée, ou en cours d'étude : projet de raffinerie de pétrole géante et de pétrochimie. Mais les mesures systématiques de libération de l'économie égyptienne semblent devoir favoriser à la fois les industries orientées vers l'exportation et les industries fournissant à la population les biens de consommation indispensables. Pour créer massivement des emplois, pour permettre aux investissements étrangers d'y pourvoir, on projette de faire de la zone orientale du canal une vaste zone franche sur le mode de Hong Kong (16), Taïwan et Singapour. Les circonstances sont propices pour mettre en application la législation sur les zones franches promulguées depuis plusieurs années.

En fait, la mise en œuvre de cette législation était inséparable d'une large ouverture au capital étranger. Cette ouverture se fait actuellement, qui permet la création de banques d'affaires mixtes et le lancement d'une multitude de « joint ventures »

entre sociétés d'état ou groupes privés égyptiens, d'une part, et capitaux saoudiens, koweïtiens, iraniens, américains, japonais, allemands, d'autre part.

« L'Arab and Foreign Capital investment authority » a approuvé, il y a quelques mois pour un montant de 500 000 000 US \$ de projets à réaliser avec des capitaux étrangers. Il s'agit, entre autre :

- d'assemblage de machines à calculer,
- de nombreux projets de bonneterie,
- de nombreux projets de confection, etc...

Certains projets plus importants, mettent en œuvre des capitaux pétroliers (koweïtiens et saoudiens) sur technologies occidentales ; par exemple, le projet de verre à vitre avec Pilkington et le projet de fabrication de voitures tous terrains avec British Leyland ; dans l'un et l'autre cas, la production étant aussi destinée aux marchés arabes voisins, on voit ainsi à quel point l'impulsion au développement de l'industrie égyptienne est attendue des zones franches, des capitaux et des marchés étrangers, c'est-à-dire de l'extérieur. L'évolution égyptienne dépend du développement d'un réseau qui est international.

La Tunisie et l'Égypte ne sont pas les seuls pays méditerranéens à organiser une étroite insertion de leur industrie dans les circuits internationaux de capitaux et de marchandises. On retrouve des orientations analogues au Maroc, ainsi que dans la plupart des projets évoqués pour Koweït, Bahrein, Qatar, les Emirats. Ces orientations ont été formulées systématiquement dans le document préparatoire à la Conférence industrielle de Tripoli (7-14 avril 1974) (17) ; ce document préconise, en effet, avec force une politique d'industrialisation ouverte sur l'extérieur où les industries d'exportation tiendront une place de choix afin de bénéficier des avantages relatifs liés à la spécialisation et aux dimensions, d'utiliser les surplus de capacité productive, et... il est d'ailleurs intéressant de constater que ce document correspond parfaitement aux stratégies préconisées par les grandes firmes appuyées sur les organisations internationales telles que BIRD, ONUDI (18).

Mais il existe des manières plus subtiles et moins voyantes d'intégrer des processus d'industrialisation apparemment très autocentrés dans un mouvement d'internationalisation, ainsi qu'en témoignent plusieurs exemples.

**Des processus
d'industrialisation
apparemment
plus autocentrés.**

De nombreux processus d'industrialisation sont en effet en cours dans le Bassin Méditerranéen, dont on pourrait penser, à première vue, qu'ils relèvent de l'approche du Professeur de Bernis des « industries industrialisantes » (19) le secteur industriel se construisant à partir d'un certain nombre d'industries dites « motrices » (20). Deux exemples pris dans les pays de l'Europe du sud montrent qu'il n'y a pas contradiction mais liaison dialectique entre processus autocentré (sur bases nationales) et intégration dans un processus d'internationalisation (à base de capitaux, de débouchés, de normes, etc...).

**L'exemple
de l'Espagne**

L'Espagne vient de lancer son grand projet sidérurgique localisé sur la mer à Sagunto près de Valencia : 3 millions de tonnes d'acier dans une première phase ; 6 puis 10 millions dans des phases ultérieures. La production sera exclusivement consacrée aux produits plats : tôles fortes à chaud, mais surtout tôles minces à froid.

En même temps, l'Espagne pousse le développement de ses chantiers navals dont la production est absorbée d'abord par l'exportation (21). En même temps, l'Espagne ou plutôt les groupes internationaux en Espagne développent la production d'automobiles : Fiat, Renault, Citroën, British Leyland, qui sont déjà implantés, puis Ford, Chrysler qui ont pris la décision de produire en Espagne plusieurs centaines de milliers de voitures destinées à l'exportation (vers l'Europe).

On constate qu'il existe dans l'économie espagnole :

— une liaison entre production « internationalisée » de bateaux, d'automobiles et production sidérurgique axée sur les produits plats (tôles minces),

— une liaison entre production automobile et fabrication de la mécanique, de la chimie, du verre, de la construction électrique.

Dans ce contexte, la sidérurgie espagnole qui croît très rapidement constitue bien une industrie *de base* ;

d'une base pour la production exportée de produits internationalisés,

d'une base pour la mise en œuvre d'un redéploiement international de l'industrie.

L'exemple de l'Italie du Sud.

Tout le monde connaît les grands centres industriels implantés dans le Mezzogiorno italien depuis la fin des années 50 : sidérurgie de Taranto produisant 4.500.000 t. dans une première phase (production exclusive de produits plats : tôles fortes et tubes et tôles minces), pétrochimie de Bari et de Brindisi, dans les Pouilles ; de Gela et de Priolo en Sicile ; de Porto Torres, en Sardaigne. A propos de ces entreprises, faiblement créatrices d'emplois, aux effets d'entraînement apparemment fort limités, on a parlé de « cathédrales dans le désert ». Aujourd'hui, la logique du système se précise à travers l'implantation dans le Mezzogiorno de grandes unités de construction automobile et de leurs satellites (fabrication de pièces mécaniques d'appareillages électriques, de pneus, de pièces en matière plastique, etc). Alfa Roméo a construit « Alfa Sud » dans la banlieue de Naples ; Fiat effectue tous ses investissements neufs dans plusieurs localités du Sud italien. Un « second Taranto », près de Reggio Calabria, à Gioia Tauro, alimentera en tôles minces ces fabrications largement destinées à l'exportation, qui se conjuguent avec les fabrications sous contrôle direct ou indirect de Fiat en Yougoslavie, en Espagne, en Pologne, en URSS, en Turquie, en Egypte, etc.

Les cathédrales dans le désert trouvent alors une signification : elles deviennent *le point d'ancrage de productions de masse délocalisées et internationalisées*, (orientées vers l'exportation) sous l'égide conjointe de Fiat et des groupes publics italiens.

Comment qualifier ce modèle d'industrialisation ?

Certaines de ses caractéristiques relèvent de ce qu'on appelle la « *sous-traitance internationale* » ; il s'agit alors d'une sous-traitance qui prend une ampleur dépassant largement la fourniture en série de pièces ou de sous-ensembles, pour s'étendre à tout ce qui est compris entre les deux « bouts de la chaîne » à ne jamais lâcher : la conception et la recherche, d'une part, la commercialisation d'autre part. Tout le reste peut et doit être progressivement sous-traité, c'est-à-dire transféré à l'extérieur, y compris sous-ensembles complexes tels que moteurs, boîtes de vitesse, transmissions d'automobiles, etc.

Il convient également de se référer aux pays qui ont maîtrisé les stades avancés d'une telle sous-traitance : l'Espagne et la Yougoslavie (bientôt l'Iran) où des unités locales de grande envergure s'inscrivent dans la spécialisation internationale, tout en constituant le noyau dynamique d'une constellation d'industries et tout en s'appuyant sur une base métallurgique en expansion.

Mais le concept de sous-traitance, même élargi à l'extrême, est insuffisant pour rendre compte de ces évolutions nouvelles du processus d'industrialisation. Ce processus continue à dépendre étroitement des pays avancés du « Nord », au niveau de la recherche et de la conception aussi bien que de la réalisation (c'est-à-dire de la transformation du produit en ensembles marchandes) .

En ce sens, il est extraverti ; mais ce caractère n'est absolument *pas exclusif d'une certaine intraversion appuyée sur des bases internes* (sidérurgie, pétrochimie) *aussi bien que sur une certaine complexification du tissu industriel* (développement de la mécanique et des constructions électriques). D'autant plus que la grande production de série permettra d'absorber sur place un nombre croissant d'OS au lieu de continuer à les transférer dans les régions du Nord où leur concentration pose des problèmes difficiles à résoudre.

Qu'il s'agisse d'un processus clairement tourné vers l'extérieur ou bien inséré dans les circuits internationaux, à travers le détour d'une construction autocentrée, on a donc finalement affaire, sous des aspects multiformes, à un processus de « redéploiement ».

Il est d'ailleurs intéressant de constater que les technologies, les équipements et les capitaux étrangers ont joué et jouent un rôle moteur dans ces évolutions. Aussi bien en Tunisie et en Egypte qu'en Espagne et en Iran, les participations étrangères, majoritaires ou minoritaires occupent les positions-clé. Il faut remarquer que dans ce domaine, les intérêts américains viennent en tête, suivis (rarement précédés) par les intérêts allemands (prochainement japonais) parfois anglais. Quant à l'Italie et la France, sauf brillantes exceptions elles tiennent les seconds rôles et elles risquent d'être vouées à jouer les simples relais comme l'Espagne le fait déjà. Il est probable que les dernières péripéties pétrolières ne contribuent pas — bien au contraire — à modifier sensiblement ce tableau.

L'incidence du " pétrole " sur l'industrialisation du Bassin Méditerranéen et sur la coopération entre " Nord " et " Sud " (22)

A ce propos on peut faire trois remarques :

1. La grande fièvre qui a suivi l'augmentation des prix du pétrole à la fin de l'année 1973 a commencé à s'apaiser. Le système a jusqu'à maintenant bien réussi le recyclage des pétrodollars. Les grands projets de redéploiement accéléré sont examinés avec une tête plus froide ; beaucoup disparaissent ; il faudra de toute façon plusieurs années pour mettre en œuvre les principaux d'entre eux.
2. Il est maintenant bien clair que les pays pétroliers les plus riches : Arabie Saoudite, Koweït, Iran ont la ferme volonté de maintenir et de renforcer le système économique dominant. Le Shah d'Iran a déclaré que « les producteurs de pétrole n'avaient aucune envie de mettre en cause le monde industrialisé, dans la mesure où ils en seraient bientôt partie prenante » (23). M. YA MANI, de son côté, ministre du pétrole d'Arabie Saoudite, a bien souvent répété qu'il se refusait à affaiblir l'économie des démocraties occidentales et que l'intérêt économique, politique et idéologique du Royaume était de la voir demeurer puissante... » (24). Bien d'autres déclarations analogues provenant de responsables des émirats, du Koweït pourraient être également rapportées. La panique des premiers mois de l'année 1974 était sans fondements.
3. L'augmentation des revenus pétroliers a relancé de l'Iran au Maroc la mise en œuvre de plans d'industrialisation de grande envergure : deuxième plan quadriennal en Algérie, plan quinquennal révisé en Iran (1973-1978), plan quinquennal lancé pour la première fois en Arabie Saoudite (1975-1980), plan intérimaire en Egypte, etc... Dans ce mouvement d'industrialisation soutenu par les revenus

pétroliers, deux grandes orientations se dessinent. La première peut être représentée par les exemples de l'Iran et de l'Égypte ; la deuxième par celui de l'Algérie.

L'Industrialisation de l'Iran.

Devenir une grande puissance industrielle, tel est l'objectif clairement énoncé par les responsables iraniens. Chez ces derniers, pas la moindre intention de casser ou d'endommager le système dominant, mais une volonté de devenir *des partenaires à part entière*, qui, non seulement construisent une industrie nationale, mais l'articulent avec l'industrie mondiale en cours d'internationalisation.

Le gigantisme des projets industriels est bien sûr l'aspect le plus spectaculaire du plan iranien qui prévoit à la fois la construction :

- d'énormes bases pétrochimiques (projets d'1 et de 2 milliards de dollars) (25),
- d'une puissante base sidérurgique (26) d'une capacité de 15 000 000 t en 1983 (pour une consommation de 12 à 18 000 000 t),
- d'industries mécaniques et électriques complexes, produisant aussi bien : machines outils, biens d'équipement lourds que biens de consommation durables en grandes séries (automobiles, appareils électroménagers, etc),
- d'industries textiles, agroalimentaires, etc, très diversifiées.

Il est intéressant de constater que la préoccupation iranienne de construire et de rendre cohérent un système industriel national (articulation des branches entre elles, « noircissement » de la matrice des échanges interindustriels) est inséparable de la volonté d'ouverture immédiate de cette industrie vers l'extérieur et de son articulation étroite avec les industries (les technologies, les capitaux et les marchés) des grandes métropoles capitalistes. Cela débouche sur les participations communes à l'extérieur du côté de l'Inde et du Pakistan, mais aussi du côté de l'Égypte et du côté de l'Europe et des États-Unis. Cela se traduit à la fois par des tentatives de prises de participation sélectives dans des firmes occidentales disposant de technologies avancées (27) et par un appel aux prises de participation de firmes étrangères dans les projets qu'elles contribuent à réaliser en Iran (28). Le développement de l'agriculture même s'ouvre largement aux inter-

ventions et aux participations de l'agribusiness à dominante américaine.

L'évolution actuelle de l'économie iranienne et, en particulier, la construction de l'industrie iranienne relativise les épithètes parfois employés d' « intraverti » ou d' « extraverti ». Il s'agit, en fait, d'un mouvement dialectique dans la mesure où l' « enracinement » et le dynamisme d'un système industriel national dépend de technologies, de marchés, de normes, de participations étrangères, mais dans la mesure aussi où l'intégration internationale du système n'est possible qu'appuyée sur une base relai nationale élargie.

Les tentatives iraniennes de participation dans des firmes occidentales, à part l'entrée de l'Iran dans Eurodif (29) se sont faites en direction de l'Allemagne Fédérale et des Etats-Unis. On constate également que les principaux investisseurs en Iran sont, par ordre d'importance, les Etats-Unis, la République Fédérale allemande puis la Grande-Bretagne. Le Japon figurera probablement bientôt en bonne place. La France, l'Italie viennent ensuite ; elles perdent plutôt du terrain par rapport aux grands de l'Europe (ou de l'Atlantique) du Nord. Dans le Bassin méditerranéen, l'intégration croissante de nouvelles économies dans un processus d'industrialisation internationalisé ne joue pas forcément en faveur des riverains de ce bassin.

L'Industrialisation de l'Egypte.

Depuis quelques mois, l'Egypte figure parmi les pays du Moyen-Orient où de multiples projets industriels sont annoncés sans que leur mise en œuvre suive au même rythme.

L'Egypte émerge lentement de la guerre et de la période « ni guerre - ni paix » qui a duré plusieurs années, avec d'énormes dettes (30) et une économie qui a beaucoup souffert. Dans le cadre d'un plan intérimaire, les projets apparaissent de nouveau, suggérés ou non par des investisseurs étrangers : projets d'industries légères, de montage, de bonneterie, de confection (cf. plus haut), mais aussi des projets plus « lourds » : fabrication d'automobiles, extension des usines sidérurgiques d'Hérouan et création d'un nouveau centre sidérurgique ; construction de raffineries de pétrole et de complexes pétrochimiques diversifiés. L'Egypte envisage à nouveau la possibilité d'organiser le développement de son économie et de son industrie à moyen terme et à long terme. Mais, dans l'immédiat, l'essentiel est ailleurs, pas dans les projets

qui peuvent tarder à se réaliser, mais dans la bataille qui est engagée pour la réorientation de la politique et de l'économie égyptienne.

L'industrialisation de l'Égypte est pour l'instant liée à un pari de grande envergure : un pari qui est fait à la fois par les puissances occidentales, États-Unis en tête, et par les détenteurs de la richesse au Moyen-Orient, Arabie Saoudite, Koweït en Iran, sur la libéralisation du régime et sur l'ouverture de l'économie égyptienne aux investissements capitalistes.

Depuis la fin de la guerre d'octobre 1973, hommes d'État et chefs d'État américain, saoudien, iranien, koweïtien, se succèdent au Caire : l'Égypte est au cœur des préoccupations occidentales et moyen-orientales (31). Pourquoi l'Égypte ? L'Égypte est le pays leader du monde arabe qui occupe une position stratégique clé ; c'est aussi le pays le plus peuplé de la région, qui constitue un marché potentiel important. C'est un réservoir de main-d'œuvre sans qualification mais aussi de très nombreux cadres formés. Autant d'atouts qui ont convaincu pays capitalistes dominants et pays du golfe en quête de placements et de garanties que là devait s'ancrer le pivot du développement moyen oriental articulé avec les grandes métropoles occidentales. Les projets industriels annoncés n'avancent pas encore très vite mais peu importe puisqu'on agit pour lever successivement les préalables à la réalisation effective des projets en question : création d'un marché parallèle des changes, création des zones franches, promulgation d'un code d'investissement libéral et surtout, patient « combat » (32) pour la mise en œuvre de ce code.

Lorsque le tournant sera définitivement pris et le pari gagné, que les banques mixtes auront mis en place le relai financier, alors il sera temps de relancer effectivement la réalisation des projets industriels, de « planifier » la construction d'un système industriel capable d'enraciner suffisamment ses bases nationales pour garantir la vigueur de ses articulations externes (33).

On l'a déjà noté, en Égypte comme en Iran, on rencontre les mêmes partenaires étrangers : les « milliardaires », ceux qui ont donné, prêté ou annoncé le prêt de plus de 1 milliard de dollars : Arabie Saoudite, Koweït, Iran, États-Unis (34) puis les autres : République Fédérale d'Allemagne, Emirats, Qatar, Japon, puis Grande-Bretagne, France, Italie. Plusieurs accords sur la garantie des investissements étrangers en Égypte ont été signés : ils l'ont

été avec la Suisse, la République Fédérale d'Allemagne et les Etats-Unis. Les premières banques américaines : First National City Bank, Chase Manhattan, American Express. Certes la France vend des armements, l'Italie participe au SUMED, mais ceux qui mènent le jeu viennent des métropoles dominantes appuyées sur les nouvelles puissances de la Péninsule Arabique et du Golfe.

**L'Algérie :
une ouverture vers
une autre stratégie P**

L'Algérie est un des pays de l'OPEP qui ne dispose d'aucun surplus à investir à l'extérieur, tous les revenus tirés du pétrole sont utilisés — et au delà — (35) dans le développement de l'économie nationale. Dans cette entreprise le secteur industriel est prioritaire : 45 % environ des investissements lui sont consacrés (36).

Les industries du secteur A (industries de base et de biens d'équipement) sont favorisées par rapport aux industries du secteur B (industries de biens de consommation), dans un rapport d'environ 80 à 20. Les responsables de l'économie algérienne ont l'ambition de transformer l'agriculture, de résoudre le problème de l'emploi, grâce à la réalisation de ce qu'ils appellent parfois leur « Révolution industrielle » (37).

En limitant le rapprochement aux types d'industries mises en place ou aux technologies retenues, on découvre de nombreuses analogies entre les « Schémas industriels » iranien, d'une part, et algérien, d'autre part. En fait, sous des ressemblances de surface, les différences sont profondes : l'Algérie veut, en effet, donner à la construction de son industrie une toute autre signification économique et politique. Cette volonté se traduit vis-à-vis des partenaires industrialisés, du marché et des circuits capitalistes en général, par une série de refus et d'exigences.

L'Algérie refuse de construire une industrie en fonction de débouchés extérieurs : qu'il s'agisse de textiles, de chaussures ou de sidérurgie (38). Elle refuse les participations de capitaux étrangers, sauf lorsqu'elles sont la garantie de l'accès aux technologies avancées (39) ; dans ce cas, ces participations demeurent toujours minoritaires. La nationalisation des pétroles a mis fin à toutes les participations étrangères majoritaires (février-avril 71).

Par contre, le maître d'ouvrage algérien exige d'être associé à la mise en œuvre du processus industriel et d'être mis en possession des moyens effectifs pour maîtriser les technologies

qu'il achète. En 1965 déjà, l'accord pétrolier algéro-français stipulait que SONATRACH devenait opérateur au sein de l'Association coopérative ; le passage du contrat « clé en main » au « contrat produit en main » depuis 1974 traduit le même impératif d'accéder à la compétence afin de devenir un partenaire à part entière.

Jusqu'à preuve du contraire, cette entreprise d'industrialisation se développe comme une mise en échec d'un processus de redéploiement apparemment contradictoire avec le nouvel ordre économique international dont l'Algérie se fait le protagoniste.

L'Algérie propose sa stratégie aux pays non alignés et, en particulier aux pays de l'Afrique francophone dont elle est la voisine. C'est une stratégie de type OPEP, qui vise à la récupération des richesses nationales (matières premières) (40) et à la maîtrise progressive du processus de développement industriel.

Cette stratégie implique une rupture, qui prend la forme de nationalisations ou de refus de participation signifié au capital étranger. Cette stratégie comporte également une ouverture et un appel, en particulier en direction de l'Europe (et de l'Europe du Sud), à une coopération sous des formes nouvelles, susceptible d'assurer un transfert réel des technologies, hors du contexte habituel de rétention maxima des informations, de prise de contrôle et de dépendance prolongée.

Jusqu'à maintenant, l'ouverture algérienne n'a rencontré que peu d'échos : la négociation globale avec la CEE ne débouche pas, les pétroliers se retirent (41), les industriels européens refusent « de se laisser dicter la loi (42) ». L'Algérie s'est tournée vers l'Europe pour coordonner et affermir une stratégie qui se distingue et se libère progressivement des contraintes de l'intégration internationale capitaliste ; il semble bien qu'il n'y ait pas de réponse : et cela signifie peut-être qu'il n'y a pas d'Europe pour répondre.



En reprenant et en commentant la phrase du géographe Le Lannou (43) : « Aujourd'hui, de nouveau... l'Europe s'est mise en quête de sa Méditerranée », existe-t-il encore une *Méditerranée européenne* ?

Le temps de la colonisation est passé, demeurent encore entre le Nord et le Sud de la Méditerranée des habitudes, des langages

communs, des courants d'échanges privilégiés qui ne cessent de s'affaiblir. Les bouleversements récents de la guerre et du pétrole ont projeté sur le devant de la scène les forces nouvelles qui étaient à l'œuvre ; il ne faut pas l'oublier : les richesses pétrolières ont pris la forme de *pétrodollars* ; les intégrations des économies méditerranéennes qui s'industrialisent, se réalisent dans l'espace du dollar (accessoirement du sterling) et de « l'Atlantique Nord » beaucoup plus que de l'Europe Méditerranéenne.

L'Algérie propose — en pointillés encore — une autre stratégie qui tente d'échapper à ce type d'intégration. Ce faisant, elle s'adresse à l'Europe et en particulier à l'Europe Méditerranéenne. Cela vaudrait la peine d'examiner la proposition, sinon l'Italie, la France, l'Espagne et même la Grande-Bretagne risquent bien d'être cantonnées dans les seconds rôles et les fonctions d'intermédiaires.

L'avenir d'une économie méditerranéenne semble bien devoir être payé d'un certain nombre de choix, faute de quoi la quête par l'Europe de « sa Méditerranée » pourrait relever à la limite du tourisme et du folklore.

Notes

(1) La main-mise sur l'économie turque préparée par le régime des capitulations (XVI^e s.) a été scellée par la signature du traité Angloturc de 1838 désavantageant les producteurs et commerçants tures par rapport aux commerçants anglais et étrangers.

(2) La convention angloturque de 1830 a été étendue à l'Égypte en 1840 et cela a marqué la fin de la tentative « autonome » de Mohamed Ali. (Éléments sur la Genèse de l'industrie capitaliste en Tunisie, A. Mahjoub — ronéoté 26 p.).

(3) La création de la commission financière internationale gérant la dette tunisienne date de 1864 mais dès 1830, un traité fut imposé par la France accordant des privilèges exorbitants aux négociants français (cf. Mahjoub, op. cit., p. 8).

(4) Une commission internationale de contrôle fut imposée à la Grèce en 1893 ; elle comprenait des représentants de l'Allemagne, de la Grande-Bretagne, de la France, de l'Autriche, de la Russie et de l'Italie.

(5) Au début du XX^e siècle.

(6) Dans un article récent intitulé « Les traits majeurs de l'impérialisme français avant 1914 » paru dans le « Mouvement Social — Janvier Mars 1974 », n° 86, pp. 3-24. J. Bouvier parle de la « non coïncidence des directions géographiques du commerce extérieur français avec les directions des flux d'exportations de capitaux ». Il s'appuie sur l'exemple des relations franco-russes de 1887 à 1914 pour étayer son argumentation. Il semble bien qu'en Méditerranée on constate une coïncidence.

En Tunisie, par exemple, où dès la première moitié du siècle le commerce extérieur s'effectue avec les pays qui vont plus tard faire partie de la Commission internationale de contrôle (France, Grande-Bretagne, Italie).

En Turquie, où avant la première guerre mondiale, 85 % des importations proviennent d'Europe.

(7) Où 65 % des exportations sont constituées par des envois de tabac, coton, noix, raisins. (The concept of « European South » and the North-South Problem in Europe. Dr M. Nilolinakos — dactilogr. 26 p.).

(8) Le procédé Bessemer mis au point en 1865 pour la fabrication de l'acier (pour la production de rails) exigeant un minerai de fer riche et pur (hématite). L'importation de minerais algériens et espagnols pour la France et la Grande-Bretagne marque une étape dans le processus d'internationalisation de la sidérurgie.

(9) PENNEC — « La transformation des corps de métiers de Tunis sous l'influence d'une économie externe de type capitaliste » — polycopié ISEA — Tunis 1964, 575 p.

(10) Cf. C. Rochefort — « Le travail en Sicile ». P.U.F. 1961.

(11) Cf. publications d'UNESID.

(12) Cf. Options méditerranéennes.

(13) Cf. Ouvrages de Dugrand.

(14) Professeur Destanne de Bernis — Cours polycopié de Fluctuations et Croissance 3^e année de licence es Sciences économiques — Grenoble 1970-71.

(15) On disait, en 1974, que la seule Arabie Saoudite avait reçu plus de 250 offres de grands projets industriels dont le coût de réalisation s'élevait à environ 15 milliards de dollars US.

(16) On parle également de 4 zones franches dans l'agglomération du Caire. Cf. Marchés Tropicaux et Méditerranéens.

(17) Organisée conjointement par l'IDCAS (Ligue Arabe) et par l'ONUDI.

(18) Ce document a d'ailleurs été refusé par des pays tels que l'Algérie.

(19) « Industries industrialisantes et contenu d'une politique d'intégration régionale » in *Economie Appliquée*, n° 3-4, 1966.

(20) On retrouve là également la pensée du Professeur Fr. Perroux.

(21) La production espagnole de bateaux a dépassé la production de la Grande-Bretagne et de la France.

(22) Cf. « Effets régionaux de la crise sur les formes d'organisation de la production et les localisations industrielles dans le Bassin Méditerranéen. IREP. Département Industrialisation — Développement. Communication au Colloque APSRENO « Régions périphériques et régions dominantes ». Londres — Septembre 1975.

(23) Cité dans « Business prospects in The Midd Fast », p. 20 — publié par Business International. SA. Avril 1975.

(24) Cité par *Financial Times* du 24-03-75, p. 26.

(25) Cf. les informations parues dans « Iran news » et dans « Iran trade & industry ».

(26) « Expansion of the steel industry in Iran ». Dr Mohamed Reza Amin in compte rendu du Congrès international de Sidérurgie 14-16 octobre 1974, pages 74 à 82.

(27) Par exemple, participation dans Krupp, Babcock et Wilcox (RFA)... mais cette politique est mal acceptée par les pays capitalistes, hantés par le spectre de la prise de contrôle de leur industrie par des Arabes et des Iraniens.

(28) Participations qui pouvaient être majoritaires jusqu'à une époque récente mais qui depuis les récentes mesures partiellement motivées par les réactions des pays occidentaux aux prises de participation iraniennes ne semblent pas devoir dépasser 30 %.

(29) Société pour la production d'uranium enrichi par diffusion gazeuse à laquelle participent la France, l'Italie, l'Espagne, la Belgique, et depuis quelques mois, l'Iran.

(30) On parle parfois de 15 milliards de dollars dont la moitié serait due à l'URSS cf. *Marchés tropicaux et méditerranéens* du 1-8-75.

(31) Cf. à ce sujet le livre de M. Michel CHATELUS : « *Stratégies pour le Moyen Orient* », éd. Calmann-Lévy — Paris 1974.

(32) La presse internationale informe fréquemment sur les retards et sur l'avancée du processus : « ...the (egyptian) government is trying to staff ministries with younger personnel and with civil servants who do not harbor any reservation about the role of private enterprise in the Egyptian economy ». Et plus loin... « Sometimes with operations in Egypt report that they have been able to compete with the public sector undertakings, showing that the Sadat government is determined to be at least evenhanded in this area ». *Business International* — 19 septembre 1975, pp. 297 et 298.

(33) Cf. les travaux de l'IREP et, en particulier de C. Palloix sur la nouvelle « Division internationale du Travail en relation avec la cohérence des systèmes industriels nationaux ».

(34) Le Président Nixon a promis 2 milliards de \$ US, le Koweït a signé un accord portant sur 1 300 milliards de US \$, l'Iran sur 2 milliards, l'Arabie Saoudite sur plus de 2,5 milliards. Cf. Informations diverses in « Business International » in « Marchés tropicaux et méditerranéens » du 1-8-75.

(35) On prévoit qu'environ 25 % du financement du Plan seront assurés par l'extérieur essentiellement sous forme de crédits fournisseurs et d'emprunts.

(36) On retrouve la même proportion dans le 1^{er} plan quadriennal (1970-1973) et dans le deuxième plan (1974-1977).

(37) Terme employé par le Président Boumediène dans ses discours.

(38) De nombreux contrats d'exportation ont été proposés à l'industrie algérienne des textiles ou de la chaussure ; jusqu'à maintenant, ils ont toujours été refusés. De la même façon, la sidérurgie algérienne qui était conçue dans le Plan de Constantine (1958) en fonction de l'exportation vers la France, a été remodelée en vue de satisfaire les besoins propres de l'économie algérienne.

(39) Par exemple la société ALMO pour la construction de machines outils avec une participation allemande au capital social de 25 % ; par exemple, également, les filiales détenues à 51 % par SONATRACH pour la sismique, le forage, le traitement des boues, etc... ALGEO, ALFOR, ALFLUID...

(40) Cf. Création de sociétés communes avec la Guinée pour l'exploitation de la bauxite ; avec la Mauritanie et le Dahomey, pour la création d'une flotte marchande ; avec la Guinée et la Mauritanie pour la création de raffineries de pétrole, etc...

(41) Retrait d'ELF ERAP, devant de nouveaux accords de coopération avec SONATRACH.

(42) Cf. réunion CEDIMOM — ONUDI tenue récemment à Genève.

(43) Article in « Mondes en Développement », n° 1.

Session régionale Maghreb

Pentecôte 1975

Notre dernière rencontre remontait à 1972 à Alger. Cette fois-ci ce fut Tunis et, pour la première fois, d'autres amis et amies y participaient. Nous avons été unanimes à souligner la richesse de l'échange. Ceci a été possible parce que les uns et les autres avaient cheminé longtemps ensemble et préparé ainsi la rencontre.

Certaines équipes avaient pu communiquer par écrit l'état de leur recherche. Bien qu'on ne puisse édicter de loi en la matière il reste vrai que lorsqu'un papier est « mûr » il est bon de le faire passer aux autres : nos situations diverses jointes aux distances ne facilitant pas les échanges.

Ce compte rendu voudrait ressaisir certains points essentiels de l'échange autour de trois titres :

**Le monde dans lequel nous vivons,
notre évolution.**

Le problème de la religion.

La foi en Jésus-Christ.

Enfin nous épingleons quelques questions .

Ce qui nous a le plus étonnés c'est moins notre diversité — bien connue — que l'espèce de convergence qui s'est manifestée en particulier sur deux plans :

- notre situation au Maghreb,
- une manière de « revenir » à Jésus-Christ.

En 1972 déjà nous étions restés sur une triple interrogation à propos de l'universalité du message chrétien :

- cheminer au coude à coude dans le service des valeurs humaines en contestant l'universalité du salut chrétien,
- reporter cette universalité dans la récapitulation eschatologique,
- maintenir l'intérêt de la Bonne Nouvelle pour tous les hommes mais sans pouvoir en dire grand'chose.

Ceci s'enracinait dans une réflexion déjà ancienne sur notre situation dans le pays et sur le thème de l'étrangéité et de la rencontre de l'autre.

Notre situation dans le pays

C'est la toile de fond de tous nos échanges. Nous n'avons pu reprendre cet aspect des choses de manière systématique au cours de la session mais plusieurs auraient aimé cependant que nous partagions plus profondément nos réactions et nos questions sur ce point.

Par exemple en précisant le contenu de nos découvertes des autres, de leur vie, de leurs mentalités, de leurs conceptions de l'existence, de Dieu etc. ou encore en analysant plus clairement notre situation collective, sa signification, ses limites et comment nous-mêmes arrivons ou non à être insérés dans la vie du pays. Bien des choses seraient à dire sur cette espèce de statut que la vie nous fait et par lequel, suivant le lieu d'habitation, de travail, les amis, nous restons un étranger mais pas tout à fait comme les

autres. Comme le dit l'un d'entre nous à propos du milieu de travail : « En un certain sens l'étrangéité demeure mais elle est dépassée ».

a) Retenons cependant deux interventions :

1. La première soulignait l'évolution rapide du contexte social. Aujourd'hui beaucoup de gens veulent « s'en sortir » et reportent sur leurs enfants l'espoir déçu par les lendemains immédiats de l'indépendance. Cela conduit parfois à un souci de promotion individuelle et à une démobilisation collective : sorte de crise de confiance où certains se dénigrent et passent souvent d'un enthousiasme verbal à une sorte de pessimisme par lequel ils dévalorisent ce qu'ils sont et ce qu'ils font. Beaucoup ont l'impression de vivre dans une société sur laquelle pèse une chappe de plomb.

Encore faut-il noter la multiplicité souvent contradictoire des tendances et des courants qui se font jour partout...

2. La deuxième intervention pose à chacun une question très aiguë : « La question qui m'est posée concrètement, dans ma vie d'aujourd'hui, est celle-ci : *de qui je me veux solidaire ?* question décisive étant donné que la dimension collective de nos existences (politique, syndicale, etc.) est très limitée. D'autre part quelle est *la possibilité* de solidarité avec les gens, le milieu dans lequel on vit ? ».

Un autre ajoute :

« On ne peut indéfiniment dissenter sur l'homme sans se poser un jour ou l'autre la question de l'engagement politique. Il y a des Tunisiens qui nous attendent là-dessus : la façon par exemple dont nous nous situons par rapport à une conception de l'éducation, de la collectivité etc. ».

Un troisième :

« Tout en sachant qu'il y a plus que les actes précis, toute une manière d'être, une espérance, des recherches, une conscientisation... un marxiste dans un camp de concentration reste marxiste pour continuer à vivre de ce qu'il est... ».

b) Enfin les déjà longues années passées au Maghreb nous ont permis de saisir deux choses, fort importantes, mais qu'il est bon de reprendre :

1. De la tolérance à *la liberté de conscience*.

Cette « ouverture » a été faite à propos du problème religieux tel que nous l'avons perçu dans la rencontre Islam-Christianisme.

Il est peut-être nécessaire de typer les deux attitudes :

L'Islam, comme le christianisme, se veut tolérant mais cela signifie seulement accepter l'autre tel qu'il est et rester soi-même tel qu'on est. Il n'y a pas de changement possible, de rencontre et d'écoute véritables : ce sont deux idéologies, deux suffisances qui se côtoient et c'est une manière subtile et efficace de rester sur ses positions.

La liberté de conscience au contraire reconnaît que l'autre en ce qu'il est, avec ses différences et ses richesses, nous interpelle en ce que nous sommes. La liberté de conscience permet une rencontre de l'autre car elle joue la vulnérabilité et la confiance en l'homme.

La tolérance est préservatrice.

« Mon apostolat, c'est peut-être de partager l'existence de ceux avec qui je vis en les respectant profondément dans ce qu'ils sont, en entrant dans un partage où j'essaie de donner le meilleur de moi-même et où je reçois d'eux ce qu'ils peuvent m'apporter d'original et de spécifique ».

A rapprocher de ces mots d'E. Pezet qui vit dans un monastère bouddhiste de Thaïland :

« Etre missionnaire serait être suffisamment avec Dieu pour que, même ne disant rien, d'autres aient envie de rejoindre cette même expérience. Vivre un témoignage de l'Evangile sérieux et, par le fait qu'il est sérieux, il doit être parlant pour ceux qui en sont témoins (...) vivant sérieusement la vie évangélique avec les moines bouddhistes je reçois le témoignage de leur vie spirituelle et ce que je vois de sérieux dans leur vie, je le reconnais comme valable et donc je l'adopte. C'est quelque chose que je reçois. Et de l'avoir reçu ce n'est pas comme si je ne l'avais pas reçu (...) je n'ai pas à me préoccuper de savoir ce que je donnerai à l'autre et lui n'a pas à se soucier de ce qu'il me donnera. L'échange se fera. Mais, évidemment, ce genre de mission n'entre plus dans les statistiques. On ne sait pas où il passe... ».

2. L'insignifiance de l'Eglise.

Nous avons déjà relevé autrefois la différence à faire entre présence d'Eglise et visibilité.

Aujourd'hui trois choses ont été soulignées :

— L'impression que l'Eglise dans le pays est une espèce de structure parasitaire jouant au mieux un rôle de suppléance. On se sent étranger à cette institution dont les rouages semblent tourner à côté les uns des autres sans jamais se rencontrer.

L'un d'entre nous dira : « L'Eglise est morte ». On pourrait dire aussi bien qu'elle n'est jamais née et qu'elle se survit comme Eglise d'ambassade.

— Cependant on est interpellé très profondément par la présence, rare, de chrétiens originaires du pays. Dans la mutation actuelle de la société ils n'ont plus de repères et l'évolution socio-culturelle les laisse dépourvus de moyens et de lieux d'expression de leur foi.

— Nous restons cependant solidaires de cette Eglise et nous savons tous qu'on ne peut pas faire comme si elle n'était pas là ou comme si elle était autrement. Beaucoup d'entre nous s'y sentent tout au plus « tolérés » et rarement compris.

Mais l'essentiel de notre partage a tourné autour de deux thèmes : Foi et Religion et surtout : Jésus-Christ.

Foi et religion

Vieille question... on retrouve la religion partout, soit explicitement, soit à l'état de traces sociales, juridiques, morales et culturelles.

Le problème est d'autant plus délicat que nos pays sont en état de mutation accélérée et diversifiée et que la religion traditionnellement liée à la morale sert de caution à bien des interventions ou positions sociales et politiques.

Enfin, comme on l'a dit bien des fois, la religion islamique a été pour nous le miroir où nous avons déchiffré la religion chrétienne comme religion.

Le système religieux

Nous reprenons l'échange sur quatre points :

On veut désigner par là un ensemble cohérent de structures, de pratiques, de dogmes et de rites délimités et articulés de manière précise pour mettre en relation un groupe humain et son Dieu. Cet ensemble reconnu et observé par des croyants contribue à en faire l'unité.

On peut aussi distinguer d'un point de vue plus subjectif les habitudes et les attitudes de chaque croyant conditionné par son éducation.

Le système religieux est une structure de la société qui a donc un rôle unificateur et exclusiviste. Comme tel il détermine la société dans sa masse et les gens dans leur individualité. Même disparu en tant que structure visible, le système religieux persiste comme trace dans les mentalités et dans la morale.

Par sa référence à Dieu il cautionne les idéologies en les indexant ou en les portant à la puissance « Absolu » ; enfin il est une réponse sécurisante aux besoins humains.

Bien entendu, de par ses caractères, le système religieux est discriminatoire, il sépare ceux qui y adhèrent des autres hommes et s'il conçoit, au mieux, la tolérance, généralement il procède en face des autres par prosélytisme et annexion ou au contraire par anathème.

L'attitude religieuse

L'homme de religion apparaît comme celui qui a reçu un enseignement religieux non réfléchi et qui y trouve une certaine sécurité car il y sent son identité par opposition aux autres.

L'homme de foi au contraire passe au stade de la réflexion sur sa vie.

A un autre la religion apparaît comme ce qui est connu d'avance, fermé, déterminé. La foi au contraire est ouverte, appel à la responsabilité de l'homme.

Mais, comme on l'a remarqué, au plan de l'existence les choses sont moins tranchées et beaucoup plus nuancées.

3°) Il faudrait aussi que nos *communautés* soient ouvertes à de telles perspectives et qu'elles puissent accompagner gratuitement des démarches nouvelles.

Accepter de changer notre attitude trop souvent esclave d'un système religieux...

Prendre conscience aussi de notre responsabilité de groupe dans l'Eglise, bien que nous y soyons souvent des marginaux et malgré cela. Si ce que nous percevons est porteur d'avenir il nous faut trouver les moyens d'abord de poursuivre notre recherche ensemble, mais aussi de l'élargir à d'autres et de la faire passer dans l'Eglise, que ce soit l'Eglise locale ou la M.D.F.

4°) Enfin cela demande un *engagement personnel* de l'esprit et du cœur. Nous savons que nous ne sommes pas maîtres des moyens, pas plus que de l'avenir. Nous sommes provoqués à une fidélité au jour le jour, sans savoir jusqu'où elle nous entraînera, espérant seulement que nous pourrions continuer dans la ligne des choix déjà faits. Et pour cela nous avons besoin des copains, de nos équipes. Il faut pouvoir tenir et pour cela prendre les moyens de vivre « en accord avec ses racines », au plan de la culture comme de la foi. Chacun a sa route personnelle et ce qui est perçu comme exigence pour l'un ne l'est pas pour l'autre. Il faut s'interpeller mais respecter le chemin de chacun.

Enfin cela nous demande un effort de pauvreté qui nous fait solidaires des pauvres mais qui nous demande aussi de nous dépouiller de nos catégories de pensée au moins en ce qu'elles ont d'absolu.

Des questions

Il y en a beaucoup. Les principales sont celles que nous portons les uns et les autres depuis des années, celles aussi qui naissent chaque jour de notre vie au Maghreb.

Ce compte rendu, dans la mesure où il est fidèle, reflète un moment de notre recherche. Bien des points méritent d'être creusés dans les mois ou les années à venir, j'en retiens quelques-uns...

Jésus bouleversant leur vie. Cela ne signifie pas qu'il faille les laisser tranquilles, mais les accompagner honnêtement en n'étouffant pas l'Esprit.

Il est vrai que le « Concile de Jérusalem » n'a pu avoir lieu qu'au moment où une communauté non judaïque a été constituée, mais c'est bien l'Esprit de ce Concile qui doit nous animer.

3°) La portée d'une Utopie.

Il y a peu nous n'aurions pas osé une telle perspective, et il ne faut sans doute pas rêver. Encore faut-il noter que ce qui paraissait impensable il y a 25 ans : vivre en chrétien dans des régimes politiques marxistes ou en étant soi-même marxiste, est une réalité de vie même si le tour de la question n'a pas été fait.

Mais cette perspective utopique sera lourde de conséquences pour notre propre vie et pour celle de l'Eglise. Nous n'avons aucune certitude pour l'avenir mais nous sommes amenés à certaines propositions d'existence en fonction de cet avenir.

Notre existence personnelle et collective

1°) Nécessité, au delà d'un effort d'acculturation sur lequel nous ne reviendrons pas, d'une *communio*n et de relations humaines profondes. D'ailleurs comment dire quelque chose de l'amour de Dieu si l'on ne vit pas un amour humain ! Notre utopie est d'abord une affaire de vie partagée.

2°) Nous devons prendre conscience aussi des *cheminements* et des délais nécessaires.

Les premiers chrétiens découvrirent peu à peu leur foi. Nous aussi nous avons à découvrir, à recevoir des autres, à laisser les autres faire leurs découvertes.

Et cela exige de nous que nous dépassions les images de Dieu répondant à nos besoins pour vivre ce qu'on appelle aujourd'hui l'absence de Dieu dans la nudité du désir. Cela nous demande aussi de situer dans la foi les questions qui peuvent nous être posées et d'avoir le courage d'explicitier pour soi et avec d'autres ce que nous croyons. Enfin il faut croire que l'homme ne boucle pas sur lui-même, qu'en chacun il y a cette ouverture foncière, ce principe espérance.

Notre " utopie "

Le groupe a repris là un mot de Tunis pour désigner ce qui pourrait être une sorte de projet d'existence pour les prochaines années.

1°) Le constat de départ :

Nous sommes les derniers chrétiens dans ce pays et l'Eglise est de plus en plus circonscrite aux gens dépendant des ambassades...

D'autres que nous vivent les mêmes valeurs et engagent leur existence dans un effort de libération des hommes. Est-il souhaitable de nommer à ceux-là ce Jésus-Christ qui fait notre bonheur ?

Nous avons le sentiment d'être à un moment de l'histoire où l'Occident est dévissé de son piédestal et où une lecture de l'Evangile, une vie d'Eglise seraient possibles hors de l'hégémonie occidentale.

Enfin, il y a quelques rares chrétiens originaires du Maghreb et qui ne trouvent pas d'Eglise où ils puissent vivre. Il y a aussi des foyers mixtes et même des foyers d'origine chrétienne qui ont prononcé la chahada, pour adopter des enfants par exemple et qui sont livrés à eux-mêmes dans une aventure spirituelle difficile.

2°) L'Utopie.

Tout ceci amène à formuler un projet : l'enracinement de la foi en Jésus dans la culture arabo-musulmane. Nous croyons que le Christ peut être vécu par les hommes que nous cotoyons, que l'Eglise peut germer au cœur même de cultures et de civilisations différentes des nôtres et nous savons que ceci ne sera pleinement réalisé que par des hommes nés dans ces cultures différentes mais cela implique :

- que ces hommes et ces femmes qui nous ont accueilli puissent découvrir en Jésus *leur* Christ sans que nous leur imposions les préalables de nos expressions, de nos habitudes, de nos pratiques religieuses, etc...
- qu'ils puissent définir pour eux ce salut en Jésus-Christ, à partir de leur propre attente, au sein de leur histoire, sans préjuger de la nature des conversions que cela amènera chez eux.
- que nous prenions le risque de ne pas imposer une forme de vie d'Eglise préconçue à ceux qui feront leur découverte de

gement des structures — même si ce changement est nécessaire — et qu'elle est toujours à reprendre.

— Par l'Esprit des Béatitudes Jésus-Christ doit féconder tout projet humain. La foi est une ouverture à l'universel, elle est appel à dépasser les blocages, les structurations figées, etc...

C'est d'ailleurs ce qui nous fait penser que le Christ est venu proposer une foi compatible avec le vécu authentique de tous les hommes dans toutes les situations y compris dans des communautés religieuses instituées. Mais le Christ n'est pas venu nous demander de fonder une communauté nouvelle en plus, à part.

4°) Jésus-Christ, révélateur de Dieu.

Nous avons peut-être moins insisté sur cet aspect ayant conscience qu'il était impliqué dans le précédent mais il convient de préciser deux choses :

a) La première est un rappel de ce que nous avons déjà dit : Dieu reste l'inconnaissable et il se manifeste selon l'attente, le désir des hommes. La boutade de Voltaire « Dieu a fait l'homme à son image et l'homme le lui a bien rendu » est plus vraie qu'il ne pensait !

Par la médiation de Jésus-Christ saisi dans leur vie, les hommes découvriront Dieu pour eux.

b) Nous empruntons la deuxième remarque à E. Pezet déjà cité :

« C'est une attitude fausse de vouloir exprimer spéculativement certaines vérités chrétiennes pour des gens qui n'ont pas la foi. Que signifierait prouver la divinité du Christ à des gens qui ne seraient pas chrétiens ? Ça n'a pas de sens. Si mon interlocuteur venait à saisir ce que j'ai voulu dire quand je parle de la divinité du Christ, c'est qu'il serait chrétien. Seul peut comprendre le mystère chrétien celui qui y adhère. Par conséquent si je veux parler à un homme d'une autre religion, d'une autre tradition spirituelle, de ce que moi je mets dans ce langage de la divinité du Christ, je ne puis le faire dans un langage qu'il interprétera automatiquement de façon mythologique. J'essaierai de lui exprimer ce que je vis, ce que veut dire dans ma vie cette référence au Christ. Alors je dirai : pour moi, le Christ c'est... ».

être vécu que dans l'ouverture. Jésus-Christ est celui qui fait éclater les systèmes, qui refuse les sécurités de l'acquis. Il est le prophète de l'humain dans le sens de Dieu.

« Il nous révèle qu'au cœur de la vie — et il nous a appris à voir plus clair dans notre état de pécheur — il y a la place de l'échec, mais dans la mesure où nous l'acceptons et dans la mesure où nous acceptons le don, nous devenons de vrais vivants ».

3°) Jésus-Christ, Mohammed, Marx.

Dans cette réflexion sur l'homme nous avons alors rencontré les autres témoins de l'homme : on a surtout cité Mohammed et Marx.

Nul doute que ceux-ci aient apporté à la société de leur temps, et, plus largement, à bien des peuples, un facteur décisif de leur libération. Celui de Mohammed était d'ordre religieux, celui de Marx d'ordre politique.

Nous ne reprendrons ici que quelques points du débat :

- * Ces projets de libération doivent être situés dans leur contexte historique pour être compris : attention aux anachronismes...
- * Un livre comme celui de F. Belo : *Lecture matérialiste de l'Evangile de Marc*, ouvre une piste intéressante en ce qu'il essaie de situer Jésus dans son temps en utilisant les méthodes d'analyse marxistes. Cela peut rendre plus significatifs et même renouveler tels ou tels aspects de l'existence de Jésus.
- * De Marx encore nous avons reçu l'attention aux structures économiques, sociales et politiques. Nous croyons que le Royaume se reçoit, mais la foi nous oblige à construire une société plus humaine et cela ne peut se faire en ignorant le poids déterminant des structures.

Cependant le projet de Jésus nous paraît d'un autre ordre :

- Mohammed, à sa manière, fut un fondateur de religion et un constructeur d'empire alors même qu'il était témoin de la foi en un certain Dieu.

Marx est un penseur révolutionnaire.

Jésus propose la conversion de l'homme en ses racines et il nous apprend que cette conversion ne dépend pas d'un chan-

de la foi et que le Jésus qui nous y est présenté est celui-là même qui saisit les disciples dans la résurrection.

Mais, de l'intérieur de la foi, nous retrouvons peu à peu l'homme libre par rapport aux événements, aux tabous, à sa religion même ; l'homme qui a su éveiller les consciences ; l'homme qui a su aimer jusqu'au bout ; l'homme de foi qui a découvert son chemin peu à peu et qui est mort sur la croix dans la foi nue, sans représentation de Dieu pour le soutenir.

« Il nous faut redécouvrir cette imbrication qu'il y a eu dans le Christ entre l'humain, la densité du vécu et la foi ». A la racine de la liberté du Christ on trouve sa relation à Dieu et son amour des autres (1).

2°) Jésus-Christ, révélation de l'homme.

Notre échange a beaucoup développé ce thème. Il n'est pourtant pas facile d'en rendre compte, car si Jésus est révélateur de l'homme c'est par toute sa vie et non par une doctrine ou une morale fussent-elles fondées sur les béatitudes. Son existence a été significative pour ses contemporains. Elle était à ce point située dans son temps, dans son pays et dans son histoire qu'elle a été ressentie comme une mise en question radicale de l'homme, et qu'elle a suscité une division qui l'a conduit à la mort. Ce « scandale » ou cette « folie » d'une vie exprimés dans le paradoxe des béatitudes nous invite à rechercher notre humanité dans cette voie là. Pour « inhumaine » qu'elle puisse paraître, mais à Gethsémani comment lui parût-elle ?, cette voie est celle de la pleine humanité. Jésus-Christ en est pour nous comme la « garantie ». L'homme, quel qu'il soit, qui prend ce chemin, ne se trompe pas.

S'il est pour nous cette « garantie » c'est que cet homme-là ne s'explique que par son intimité avec Dieu ; dans la foi nous le reconnaissons comme l'Homme, l'image de Dieu, le Fils de Dieu avec nous.

Cela dit, nous sommes renvoyés, personnellement et collectivement, à l'invention d'une humanisation pour notre temps, selon notre situation présente et compte-tenu de nos limites.

Nous avons tous en nous ce « principe espérance » qui nous pousse au delà de ce que nous sommes, mais il ne peut

(1) Beaucoup se sont retrouvés dans le livre de Duquoc. *Jésus homme libre*, Cerf. On peut signaler aussi de J. Moltmann. *Le Dieu Crucifié*. Cerf. où de nombreux passages rejoignent notre recherche.

dance, nous a appelés à une plus grande qualité humaine. Nous avons pris conscience des formes d'oppression, de sous-développement, comme de la valeur propre de l'homme, nous en avons reçu une dimension humaine plus large et plus universelle.

Mais en cet humain notre foi est profondément imbriquée : nous ne pouvons dissocier ce qui est de l'humain, du chrétien ou du prêtre.

Cependant ce qui est valable du chrétien est aussi vrai et plus encore de Jésus-Christ. Ce qu'il y a d'original dans la foi chrétienne, c'est que tout se réfère à cet homme-là tel que l'ont découvert ses disciples. Nous ne pouvons plus voir Dieu autrement qu'à travers la personne de Jésus-Christ. On devrait donc dire que le Christ est révélateur de l'homme compris dans son rapport à Dieu et du même coup, il est révélation de Dieu pour l'homme. Non pas Dieu en soi. Dieu est toujours au delà de ce que nous en pourrions saisir. Mais Dieu pour tels ou tels croyants. Jésus reconnu Christ-Messie par les juifs induit une image de Dieu, tout comme il a été Seigneur pour les gens de l'Empire romain, Logos pour les stoïciens, Homme Libre et Libérateur pour nous, et nous ne savons pas quoi pour des croyants de Chine ou d'ailleurs.

La révélation de Jésus-Christ

Compte tenu de ce qui vient d'être dit, comment peut-on cerner la révélation de Jésus-Christ ?

1°) L'homme Jésus.

Nous l'avons dit à plusieurs reprises, la vie au Maghreb, la rencontre de l'Islam, nous ont fait revenir à Jésus, pleinement homme et qui, à ce titre, peut concerner tout homme. Nous étions souvent prisonniers d'une idée préétablie de la divinité, peut-être issue du « sentiment religieux » et des projections de l'imaginaire pour répondre à nos manques, ou peut-être induite par ce qu'en avaient saisi les générations passées dans des contextes historiques et culturels différents des nôtres. Cette conception de Dieu a oblitéré notre regard sur Jésus dans l'Évangile.

« Le divin l'emportait constamment sur l'humain ».

Aujourd'hui, après toutes les recherches des dernières années, nous ne retombons pas dans l'illusion du pur Jésus d'une histoire irréaliste. Nous savons que les évangiles sont un document

histoires vivent (ou vivront) de Jésus-Christ est un enrichissement pour la Foi. Ils en révèlent des aspects et des profondeurs insoupçonnés. Ils sont aussi une invitation à dépasser les formules toutes faites, les règles de vie bien établies dans lesquelles nous avons toujours tendance à enfermer la foi. Sous cet aspect la catholicité est pour l'Eglise un chemin qui la remet en face de l'altérité et de l'initiative de Dieu.

Mais le Christ est-il à annoncer *pour les autres* aujourd'hui ?

Cette question concerne la vie de ceux qui nous entourent, de leur peuple, de l'humanité. Nous l'avons formulée sous plusieurs formes :

— Est-il souhaitable, intéressant, nécessaire pour ceux qui nous entourent et pour les autres hommes d'accéder à la révélation du Christ ?

Autrement dit :

— De quelle portée est le témoignage de Jésus-Christ sur l'homme et sur Dieu ?

— S'il y a plusieurs chemins qui vont au Père quelle est l'originalité de la voie de Jésus-Christ ?

Deux parenthèses

A ce point de notre compte rendu il convient de faire deux parenthèses pour mieux situer encore la question :

1°) Ecarter le comparatisme.

Nous nous sommes rendu compte que nous avons souvent tendance à comparer. L'un de nous rappela avec opportunité que nous avons surtout à témoigner du bouleversement que Jésus a opéré dans notre existence. Cela rejoint d'ailleurs ce qui a été dit sur la liberté de conscience.

Autre chose est donc de comparer, de chercher qui est plus ou moins homme, croyant, etc., dans son existence... autre chose est de chercher à rendre compte de sa foi pour soi-même et avec d'autres, de redécouvrir nos raisons d'adhérer à Jésus-Christ.

2°) Eviter le dualisme.

Notre cheminement en solidarité avec un peuple soit dans sa lutte de libération, soit dans la construction de son indépen-

Le Salut et l'Esprit

Cette dernière remarque nous amène à reprendre le vieux problème du Salut.

A plusieurs reprises nous avons dit notre admiration pour des camarades musulmans ou athées vivant un engagement gratuit pour le service des autres. Souvent nous avons été interpellés et enseignés par eux.

Quelques-uns d'entre nous ont aussi rencontré des croyants musulmans dont ils sentaient qu'ils marchaient à la face du Dieu Vivant.

Quelle est donc l'originalité de la foi chrétienne ?

Mais d'abord deux remarques :

a) Nous ne pouvons pas nous mettre à la place de Dieu et juger de l'appartenance d'un homme à Dieu... même pas de la nôtre. Dans la Foi nous affirmons seulement que Dieu est passionné par tout homme et que chaque homme construit son destin avec Dieu dans le mystère de sa liberté et de son histoire.

b) L'Esprit nous précède toujours. Les chemins sont divers pour aller vers le Père de Jésus-Christ. Dans la foi nous devons nous réjouir des manifestations multiples de l'Esprit de Dieu inspirant le cœur des hommes et nous interpellant par leur attitude et leur vie engagée. Par l'Esprit, « bien que ne le connaissant pas, des hommes venant de tout horizon, ont découvert ce que le Christ lui-même a réalisé dans son existence ».

c) Enfin lorsque dans la foi nous disons que le Christ, récapitulation de Tout, est le chemin vers le Père, nous le disons du Christ en sa résurrection... et c'est au delà de notre connaissance.

Mais alors pourquoi tenir à l'universalité de Jésus-Christ ? pourquoi vouloir le faire connaître ?

Les réflexions qui précèdent invitent à penser que ce n'est pas pour le salut des hommes qui nous entourent au sens du salut « éternel » : ils n'ont pas besoin de connaître Jésus-Christ pour vivre avec Dieu, pour avoir une existence au service des autres.

A maintes reprises ce week-end et ces dernières années nous avons donné un élément de réponse pour notre Foi et pour l'Eglise : en effet la manière dont des hommes d'autres cultures ou

Ce barrage d'où vient-il ?

1°) des différences de culture. Nous en sommes trop conscients pour y insister à nouveau. Il y a la langue, les mœurs, les modes de penser, les réflexes collectifs, etc. toute une conception de l'homme et du monde avec laquelle nous essayons de nous familiariser mais qui demeure sans doute irréductible même si elle est peu à peu assimilée.

2°) de l'histoire de nos pays amorcée bien avant l'ère coloniale et dont il faut assumer les retombées.

Des situations politiques actuelles aussi avec ce qu'elles entraînent de méfiance et de luttes idéologiques.

3°) des systèmes religieux tant chrétiens que musulmans. On reste prisonnier de mots, de formules. Du côté chrétien trop souvent nous avons pris le dogme pour l'Évangile et transformé en *savoir* l'invitation à *suivre* Jésus.

Mais du côté musulman il y a aussi une représentation plus ou moins arrêtée du Christ qui a sa place dans le Coran.

4°) de notre faiblesse humaine et des nombreuses fois où personnellement et collectivement nous avons trahi l'image du Christ...

5°) il vient aussi, et c'est peut-être plus profond, des idées que nous nous faisons les uns et les autres de Dieu et de l'homme.

Paul dit bien que le Christ a été scandale pour les juifs, folie pour les païens et nous savons, d'expérience, que le Christ nous oblige à une conversion radicale, que le langage des béatitudes est un langage paradoxal. Encore faut-il que ce scandale ou cette folie vienne du Christ et non des interprétations étroites et sclérosées que nous avons fait de son témoignage sur l'homme et sur Dieu.

La vie évangélique risque toujours de paraître inhumaine tellement elle va à contre-courant des tendances instinctives et des aspirations contemporaines souvent légitimes d'épanouissement personnel et collectif. Nous oublions parfois que nos règles de vie et de morale sont relatives. La conversion au don de soi est seule absolue. En ce sens la vie de bien des militants non chrétiens apparaît aussi « inhumaine » que la nôtre.

« La révélation spécifique de Jésus-Christ : Dieu vivant dans l'incarnation — puisque c'est le terme qu'on emploie pour exprimer cette réalité — me paraît d'un tout autre ordre que la relation à Dieu dans la transcendance. Nous ne pouvons pas voir Dieu autrement qu'à travers Jésus-Christ ». On peut avoir le sens de Dieu et ne pas croire au même Dieu.

2°) Il est vrai que Jésus a vécu dans un monde et à une époque où la foi en Dieu allait de soi. Mais comment ne pas voir que l'idée que les gens se faisaient de Dieu a été le facteur-clé qui a empêché de reconnaître Jésus comme son Envoyé ?

La notion de Dieu est pour le moins ambiguë.

3°) Nous vivons de plus en plus dans un monde non religieux, dans un univers sans Dieu, comment pourrait-on accéder au Christ s'il fallait avant une idée positive de Dieu ? ce qui ne signifie pas, évidemment, qu'il ne faille pas une attente en l'homme pour pouvoir être rencontré par Jésus-Christ.

Reste que :

- a) nous croyons que l'Évangile de Jésus-Christ est un message pour tous les hommes. C'est un acte de foi.
- b) nous croyons aussi que nous avons besoin des autres pour entrer avec plus de vérité dans la révélation de Jésus-Christ.

C'est aussi un acte de foi mais nous en avons tous expérimenté déjà quelque chose.

Cependant ce Christ universel est un facteur de division. Peut-être, pour une part, parce que nous l'avons enfermé dans un système religieux. Ce fait a orienté l'essentiel de notre réflexion sur Jésus-Christ.

Notre foi en Jésus-Christ

Le "barrage"

Tous ont fait, à un moment où l'autre, allusion à ce barrage qui empêche de partager avec ceux qui nous entourent la vie de Jésus-Christ.

La signification du "religieux"

Il faudrait sans doute distinguer sa signification pour une société donnée et pour un croyant.

En ce qui concerne ce dernier, on a rappelé que religion pouvait signifier « relier à ». Relié à Dieu mais aussi les uns aux autres. De ce point de vue on peut voir dans la religion l'expression dans la foi de notre relation à Dieu et aux autres.

Il est vrai que toute vie religieuse peut être le signe d'une aspiration profonde de l'homme à plus que soi-même et désigner ainsi, au delà de ses insuffisances ou de ses déformations, le lieu d'une question : celle-là même qui concerne la foi.

Faut-il pour autant une expression religieuse de la Foi ?

D'autre part la religion sous-entend comme allant de soi une conception de Dieu. Or ce vocable recouvre des choses bien différentes d'une culture à l'autre, d'une classe sociale à l'autre. D'ici à penser qu'il est souvent la simple projection de nos aspirations...

Le dialogue religieux

Tout ceci nous amène à formuler quelques réflexions sur le dialogue religieux.

Bien qu'il se fasse surtout au niveau des « spécialistes » de chaque religion, il vaut sans doute mieux qu'il y ait dialogue plutôt que rien, ignorance ou mépris. Cela permet peut-être de clarifier les positions des uns et des autres.

Mais ce n'est pas dans cette direction que nous cherchons bien que nous soyons d'accord pour éliminer tout syncrétisme qui consisterait à vouloir concilier des systèmes religieux par la recherche d'un commun dénominateur.

La rencontre de l'Islam nous a fait découvrir que notre foi tenait son authenticité de Jésus-Christ et que nous avions tendance à évacuer le Jésus de l'histoire au nom de notre idée de Dieu. Cela nous a conduit à un échange approfondi sur Jésus-Christ (voir III^e partie) et à énoncer un certain nombre de remarques sur Dieu.

1°) Si nous n'avons d'accès à Dieu que par Jésus-Christ, est-il si certain que nous vivions la même réalité de Dieu que nos amis musulmans ?

**Pourquoi
témoigner de
Jésus-Christ
auprès des
autres hommes ?**

Nous avons dit bien des choses là-dessus mais nous sentons souvent la fragilité de nos réponses : désir de partager Celui qui est au fondement de notre bonheur personnel, révélation de l'Homme...

Nous savons qu'il est vain de chercher la réponse au seul plan de l'humanité de Jésus ou de sa divinité puisque son originalité est d'être cet homme, Fils de Dieu.

Mais nous sommes loin de pouvoir nous dire cela de manière concrète, vivante, plus loin encore de pouvoir en rendre compte aux autres.

« Est-ce que le sens de l'homme que nous avons vient vraiment de Jésus et en ce cas-là pourquoi sommes-nous si opposés dans l'Eglise et si proches d'autres qui n'y sont pas ?
« Compte tenu de ce que Marx et les marxistes ont repéré du fonctionnement des sociétés et mis en œuvre pour arriver à une libération de l'homme en changeant les structures, quelle est la spécificité du Christ ? etc...

**Qu'est-ce que
lire l'Evangile ?**

Nous avons lu l'Evangile avec des yeux d'occidentaux, aujourd'hui nous pressentons qu'on peut le lire autrement.

Des lectures multiples de l'Evangile sont proposées, celle de F. Belo entre autres.

Mais chacun lit l'Evangile à partir de ses présupposés...

Qu'est-ce donc aujourd'hui que lire l'Evangile ?

« Il me paraît parfaitement impossible de retrouver exactement le genre de conflit et de projet humains que le Christ a rencontrés... ».

« La question à poser aux exégètes est de savoir sur quoi ils s'appuient pour dire par exemple que Jésus n'a pas eu conscience de sa divinité avant tel moment de sa vie... etc. ».

***Peut-il y avoir
une expérience
chrétienne
et donc
une théologie
élaborées dans
les catégories du
matérialisme ?***

Cette question dépasse de beaucoup le cadre Maghrébin... nous l'avons évoquée à partir du livre de F. Belo, elle rejoint l'expérience d'autres chrétiens, elle risque de répondre à une situation de plus en plus courante au Maghreb, enfin elle découle de la question posée par Bonhoeffer et que nous avons rappelée : Jésus peut-il devenir le Seigneur des athées ?

Mais cette question est peut-être une impasse... l'envers exact de celle de l'idéalisme ?

Echos du Chili

Pierre Olhagaray

Partout, on a beaucoup écrit sur le Chili.

Les sources d'information sont multiples. C'est sans doute le pays d'Amérique Latine sur lequel l'opinion française est la plus sensibilisée.

Les nombreux réfugiés politiques, qui continuent d'arriver en France, indiquent que le gouvernement de « libération nationale » commencé le 11 septembre 1973 veut « purger » le pays des « éléments néfastes et indésirables qui ont amené la patrie à la ruine... ».

L'EGLISE ET LA JUNTE.

Quelques flahs sur la *disparition du Comité de la Paix*, dernier « point chaud » de l'affrontement entre l'Eglise et la Junte.

C'est le 6 octobre 1973 que cet organisme œcuménique avait été créé pour l'assistance aux prisonniers politiques, aux réfugiés et aux victimes de la crise économique, en d'autres termes aux victimes de la répression et du chômage. Mgr ARIZTIA, pour l'Eglise Catholique, et Mgr FRENZ, pour l'Eglise Luthérienne, en étaient les Co-Présidents les plus re-

présentatifs. Le 3 octobre 1975, Mgr FRENZ, allemand de nationalité, se voyait interdire son retour au Chili et retirer son visa permanent, pour « activités antinationales portant gravement atteinte à la sécurité et à la tranquillité publiques ». De son côté, Mgr ARIZTIA, auxiliaire de Santiago, était « éloigné » de la capitale et nommé évêque de Copiapo, à 800 km au nord.

Bientôt, sous l'accusation d'asile et d'aide à des militants clandestins du MIR (Mouvement de la Gauche Révolutionnaire), un certain nombre de laïcs,

de prêtres et de religieuses étaient arrêtées, dont les deux secrétaires principaux du Comité de la Paix. A la date du 21 novembre, 10 membres du Comité étaient détenus et 9 autres recherchés par la police. Le Comité employait 130 personnes à Santiago et 110 dans le reste du pays. En deux ans, il a répondu aux demandes de 38 000 personnes. Le Département Pénal a traité 6 507 cas ; celui du Travail 5 802 ; le Bureau d'Assistance de Santiago 2 969. Pour le reste du Chili, les bureaux du Comité ont reçu 17 829 demandes, accordé 29 151 prestations médicales, assisté 9 857 personnes et financé 126 entreprises donnant du travail à 1 974 personnes.

POURQUOI LA JUNTE A-T-ELLE VOULU LA DISPARITION DE CE COMITE ?

C'est évidemment parce que son action la « gênait ».

Le 11 novembre 1975, le général Pinochet adresse une lettre au Cardinal de Santiago... « Nous avons considéré que cet organisme est un moyen dont se servent les marxistes léninistes pour créer des problèmes à la tranquillité des citoyens et à la nécessaire quiétude dont le maintien est le devoir principal d'un gouvernement... Pour éviter des maux plus graves, la dissolution du Comité ci-dessus sera donc un pas positif... ».

Dans sa réponse du 14, le cardinal note : « ...les informations dont je dispose me fondent, personnellement, à porter un jugement global sur l'Action du Comité très différent de celui qui transparaît des paroles de Votre Excellence, dont la teneur est que cette organisation

serait simplement un moyen utilisé par les marxistes-léninistes pour porter atteinte à la tranquillité du corps social... Considérant que les meilleures intentions s'affrontent quelquefois avec des représentations ou des préjugés insurmontables et que l'efficacité d'une œuvre de miséricorde s'affaiblit quand elle engendre, sans le vouloir, une animosité disproportionnée avec le bien qu'elle recherche, nous nous sommes mis d'accord pour accepter cette exigence du gouvernement. Mais nous posons comme réserve expresse que le travail charitable et religieux accompli jusqu'à maintenant par le Comité, en faveur de ceux qui souffrent de différents types de misères, continuera à se développer dans nos propres organisations ecclésiales correspondantes et ce, toujours dans un cadre de fraternelle collaboration œcuménique... ».

LE COMITE ETAIT TROP EFFICACE...

En fait, l'organisation du *Comité* était trop efficace. Il comprenait :

1. Assistance Juridique.

- Présentation des demandes d'Habeas Corpus, individuels ou collectifs, pour les personnes arrêtées.
- Dénonciation de « mort possible » (presunta desgracia) devant les Tribunaux de la Justice Criminelle.
- Désignation d'avocats pour la défense quand il y a conseil de guerre.
- Démarches pour la commutation de peine.
- Présentation de secours dans le cas

de licenciements individuels ou collectifs, quand cela est possible.

- Démarches pour obtenir les allocations de chômage.

2. Assistance sociale.

- Organisation et appui aux cantines pour enfants dans les quartiers populaires.
- Organisation de dispensaires médicaux.
- Aide aux familles des détenus : nourriture, vêtements, etc...
- Financement et organisation de visites de camps de prisonniers par les familles.
- Assistance médicale aux familles des détenus.

3. Assistance pour l'Emploi.

- Recherche et distribution du financement pour les sources de travail.
- Organisation et assistance technique de petites entreprises et ateliers.
- Aide et financement à l'organisation de groupes de paysans.

4. Information.

- Mise en forme de toute l'information qui arrive.
- Réalisation des dossiers pour les cas relevant des domaines juridiques, travail et l'assistance sociale.
- Préparation de documentation pour les recours d'Habeas Corpus.

- Préparation des informations pour les démarches effectuées par les Eglises devant les autorités militaires.

- Réalisation des bilans périodiques du fonctionnement du Comité.

...AU SERVICE DES PRISONNIERS.

Dans un « appel à l'Opinion Publique », les familles des prisonniers politiques en camps de concentration, prison ou disparus, déclaraient le 11 novembre :

...« 1. Les arrestations qui ont eu lieu pendant les mois d'août, septembre et octobre ont touché environ 482 personnes, selon les données que nous avons et qui ne recouvrent pas la totalité des cas, car beaucoup de personnes touchées ont peur de dénoncer les arrestations de leur famille »...

...« 2. Les familles touchées ont recouru aux autorités administratives et au Pouvoir Judiciaire. Pas de résultat positif dans leur démarche... Le Président de la Cour Suprême lui-même, dans un interview avec la presse, s'est déclaré « incompétent » « pour l'état de guerre » et par conséquent « sans pouvoir d'agir »...

...« 3. Ne sachant à qui nous adresser, nous avons rencontré au sein de notre détresse, une porte ouverte : le Comité de Coopération pour la Paix au Chili. Ils nous ont généreusement apporté l'aide légale, morale ou matérielle dont nous avons besoin, dans un véritable esprit chrétien, sans nous questionner sur nos croyances religieuses et sans aucune discrimination. Il leur a suffi de connaître notre désarroi et notre détresse pour nous tendre leurs mains solidaires.

« Jour après jour, nous avons eu recours à lui, et, malheureusement le nombre de ceux qui ont besoin de son aide est aussi chaque jour plus grand »...

...« 4. Au moyen d'interprétations tendancieuses des faits, la Presse fait apparaître le véritable amour chrétien comme synonyme de complicité avec les personnes aidées et accuse l'Eglise d'être infiltrée..

...A l'heure actuelle, au moment où l'attaque contre l'Eglise et particulièrement contre le comité pour la paix prend la forme d'une campagne synchronisée ayant des fins inavouables, nous, les familles des prisonniers politiques, nous lançons un appel à la communauté chrétienne, aux institutions humanitaires et à tous les hommes de bonne volonté pour se maintenir fermes dans l'adversité et défendre courageusement ces institutions qui nous ont accompagnés dans l'angoisse et la douleur, unique manière d'atteindre une justice basée sur le véritable amour, au Chili ».

Familles de :

- 322 prisonniers politiques « disparus ».
- 300 prisonniers politique de « Tres Alamos » (hommes).
- 95 prisonnières politiques de « Tres Alamos » (femmes).
- 200 prisonniers politiques de « Melinka » de Puchuncavi.
- 100 prisonniers politiques de la prison de Santiago, « Pénitencier ».

UNE EXPRESSION DE RESISTANCE

Le Comité était une expression de résistance trop audacieuse. Le gouverne-

ment se devait de s'en débarrasser. Le Comité en savait trop en particulier sur la DINA (Police des Militaires) et sur ses « méthodes de travail ». (On comptait 1 500 « disparus » à la fin de l'année 1975, c'est à dire gens arrêtés et dont le Pouvoir dit qu'ils ne se trouvent dans aucun camp...) (cf. l'article de Mgr Pezeril, dans le Monde du 28-12-75, sur le cas de « disparition » de Mr Chanfreau).

Au fond, les attaques contre le Comité Pro Paz est un attentat contre l'autonomie et la liberté religieuse des Eglises chiliennes. C'est aussi une atteinte d'une extrême gravité pour les Droits de l'Homme, le Comité étant le seul organisme autonome et digne de foi au Chili défendant les droits humains et aidant les persécutés.

Cette offensive contre le Comité Pro Paz est une escalade dans la répression. Celle-ci retombe aussi aujourd'hui sur ceux qui, en marge de la politique, et par fidélité à l'Évangile, s'étaient organisés pour la défense des persécutés et étaient la voix de ceux qui sont sans parole. C'est un degré supérieur de répression que subit l'ensemble du peuple.

Car derrière le Comité Pro Paz, c'est le Peuple qui est visé.

Ce peuple qui souffre du chômage : 80 % des usines auraient fermé dans le Nord Industriel de Santiago. Des milliers de gens ont quitté le Chili vers l'Argentine, à la recherche de travail, de pain...

C'est aussi la malnutrition et parfois la faim. Dans certains faubourgs de Santiago, 60 à 70 % des enfants ne mangent pas à leur faim. Dans une file de

gens qui attendent pour le docteur, une jeune femme tombe évanouie : elle est enceinte de six mois, et la veille elle a mangé un bol de soupe et ce jour-là, rien...

Cependant, dans les quartiers, les gens s'organisent : dans les cantines populaires, les mères de famille, à tour de rôle, préparent les repas des enfants. Le Comité Pro Paz apporte l'aide matérielle ou technique et les mamans cuisinent. A Concepcion, des professeurs de Faculté fabriquent des « empanadas » (sortes de chaussons fourrés de viande hachée) au profit des nécessiteux.

Dans les prisons et les camps, les détenus politiques mettent un point d'honneur à être propres, toujours et en toute circonstance. Les autorités les privent de savon... Le système carcélaire vise à tuer l'homme, mais ce dernier veut vivre debout. En prison, des hommes ont organisé des « métiers à tisser » ; ils travaillent parfois à plusieurs, et les épouses vendent le fruit du travail de leurs maris enfermés depuis deux ans, dans certains cas... On dit que, dernièrement, ce genre de travail permettant à la famille de subsister, serait interdit aux prisonniers politiques...

Le 31 décembre, le Comité pour la Paix a cessé d'exister.

Dans les quartiers populaires de Santiago et de certaines autres villes, l'Eglise catholique a créé des organisations qui ressemblent en partie à l'ancien Comité pour la Paix. Les

informations manquent pour pouvoir en parler objectivement.

Les besoins restent immenses. On a créé même des cantines pour adultes dans les quartiers. La remarque de la Conférence Episcopale du 5 septembre 1975 reste vraie : ...« il y a des familles qui ne cuisinent plus, des enfants qui mendient le pain, des élèves qui ne peuvent plus étudier parce qu'ils ne mangent pas suffisamment pour pouvoir concentrer leur attention ».

Et depuis plus de deux ans, la torture reste au Chili un moyen de gouvernement privilégié. Les enquêteurs de l'ONU ont localisé plus de 20 centres, citent les noms de 77 tortionnaires professionnels, pensent que 3 000 prisonniers ont été « exécutés sans jugement ou sont morts à la suite de tortures », soulignent enfin que le rythme des arrestations ne s'est aucunement ralenti et évaluent à 5 000 le nombre des prisonniers politiques.

Cette information sur le Chili est élaborée à partir de relations privées de l'auteur et d'un organisme appelé le D.I.A.L. dont voici les coordonnées :

D.I.A.L. — Diffusion de l'Information sur l'Amérique Latine — désigne une association à but non lucratif (loi de 1901) qui, depuis 5 ans, s'est donnée pour but de publier des articles et de diffuser, en traduction française, des documents sur les réalités politiques, culturelles et religieuses de l'Amérique Latine.

Renseignements et adhésions : Association DIAL : 170, bd du Montparnasse, 75014 PARIS — C.C.P. PARIS 1248-74.

Numéros disponibles

- n° 46 : André Bossuyt, évêque de la M.d.F. — Anniversaire : Le Père Suhard — Synode. Objectif 74.
- n° 47 : Les jeux de la mort et du hasard (Julien Potel) — L'homme devant la mort (Marcel Massard).
- n° 48 : Plantation de l'Eglise... — Germination de la Foi (J. M. Ploux).
- n° 49 : Ce qui est vécu aujourd'hui par la Mission de France et l'Association (Equipe centrale et Comité épiscopal — Lourdes novembre 74).
- n° 50 : Eglise locale et pouvoir en place (Equipe de Gennevilliers — M. Massard) Table thématique Janv. 67 - Déc. 74.
- n° 51 : Prêtre dans la navigation (Roland Doriol) — « Parole d'espérance réalisée » (Pierre Laurent) — Du journalier agricole à l'ouvrier d'usine (Eugène Gernigon) — Région Nord et Ouest.
- n° 52 : Annonce de la Parole du ministère presbytéral (Atelier Equipes urbaines) — Recherche, parole et ministère (René Salaün).
- n° 53 : Echos de la session des 12-13 juillet 75 (Jacques Meunier, Marcel Massard) — La Parole de la brebis retrouvée (Pierre Derouet).
- n° 54 : Des jeunes veulent être prêtres : Qui sont-ils ?... Une longue marche (J. P. Marchand). Sept jeunes s'engagent pour l'annonce de l'Evangile.
- n° 55 : La « Religion populaire » et la Mission (Jean Vinatier). Un petit gars de quinze ans (Guy Gilbert). L'homme, la recherche de Dieu et la Béatitude des pauvres (Marcel Massard).

Un projet apostolique pour l'Afrique Noire

Jacques Leclerc

Dans les itinéraires de chacun des jeunes en formation à la Mission de France, comme dans les équipes, le Tiers Monde est une réalité que l'on aborde différemment mais qui appartient à la vie de tous. Un week-end en janvier dernier a marqué le début d'un travail collectif à ce sujet, de l'ensemble du groupe de jeunes.

Il s'agissait d'une première étape au cours de laquelle chacun a pu faire le point sur son information, la façon dont l'interrogation du Tiers Monde intervenait dans sa vie, les réponses qu'il y apportait... Quelques copains de la Mission ont témoigné d'un cheminement plus long avec cette question, dans leur vie. Ils nous ont ainsi permis d'en voir un peu mieux l'ampleur et de faire un pas de plus. D'autres étapes suivront.

Quelques-uns du groupe placent la réalité du Tiers Monde comme une priorité dans les choix qu'ils font : professionnels, engagements divers et certains formulent des projets de ministère sacerdotal qu'ils pensent réaliser dans le Tiers-Monde.

C'est un peu le sens de ma recherche que j'exprime ici.

Sur le chantier du développement

La volonté déjà ancienne de participer effectivement à un travail de développement dans des pays pauvres est peut-être pour moi un des points de rencontre avec la démarche de la plupart des prêtres de la Mission de France. Leur participation par la solidarité dans le travail, dans les engagements syndicaux et politiques, à la vie et aux luttes de ceux dont le bonheur, la liberté, la sécurité dans l'existence, des ouvriers, des travailleurs ruraux, des immigrés, des marginaux..., sont compromis par un pouvoir économique, politique ou culturel qui leur échappe systématiquement, me semble être de la même veine que l'engagement de certains d'entre eux, hors de France, sur le chantier du développement.

En me lançant dans des études de botanique, j'avais le projet d'utiliser ensuite cette compétence dans un travail de « recherche appliquée » dans le domaine de l'amélioration des plantes, des systèmes de cultures. Je concevais ce travail comme une participation à un progrès technique devant conduire à de meilleures récoltes donc à un mieux être...

Diverses informations, un voyage en Inde, plusieurs séjours en Afrique (dont un de un an 1/2 dans le Sahel) m'ont permis de mieux connaître les dimensions du problème du développement agricole. Ils m'ont permis de réaliser d'une façon différente cette participation par un travail professionnel à ce développement. Ceci autour de deux axes :

- Un travail de vulgarisation agricole en lien direct avec les paysans en essayant d'intervenir sur la maîtrise et l'utilisation des composantes premières de la production agricole : le travail du sol, l'utilisation de l'eau, les systèmes de culture, les technologies élémentaires, etc...
- Un travail s'appuyant au maximum sur les structures nationales (services agricoles, système de coopération, services d'animation...), donc voulu et pensé par et avec les cadres nationaux.

L'engagement professionnel et tout ce qui en dépend expriment-ils une solidarité réelle avec ceux qui dans le pays tentent de se défaire du sous-développement, les paysans comme ceux qui ont une responsabilité dans la promotion humaine et technique ?

La situation d'« expatrié » est certainement pleine d'ambiguités. L'impossibilité quasi totale de prendre sa place dans le débat politique, au moins explicitement, amène à se poser rapidement la question de ce que l'on engage de soi-même vis-à-vis du pays, des collègues de travail, des paysans, du réseau de relation dans lequel on entre...

« Cheminer au coude à coude dans le service des valeurs humaines » disent les copains du Maghreb. Ce cheminement peut être long et m'engager là où je ne pensais pas aller ! Ce coude à coude peut aller loin, peut être très dérangeant. Ces valeurs humaines s'expriment et se vivent autrement et me désorientent. Mais n'est-ce pas par toutes ces « sorties de soi-même » qu'une amitié, un partage, une solidarité peuvent naître et porter le germe de bien autre chose ?

Lorsque l'enjeu de cet engagement professionnel participe à redonner à l'homme les moyens d'être debout et libre, n'est-ce pas là où je peux découvrir le meilleur de cet homme qui m'est étranger, que je peux apprendre de lui quel homme il veut se faire, à quel monde il veut participer ?

Sans d'autre prétention que celle de me mettre au service d'un pays d'Afrique, en acceptant de jouer le jeu jusqu'au bout de la solidarité avec les hommes de ce pays dans la réalisation des objectifs de développement, je pense qu'il y a là la possibilité de rompre et d'aller contre le penchant naturel d'une coopération et d'une politique d'assistance teintée de colonialisme, de vivre une relation à l'homme de ce pays qui, si elle garde des ambiguïtés, tend vers plus de vérité.

Cela passe peut-être d'abord par une connaissance non réductible à mes propres normes d'une histoire, d'une culture...

Au cœur de la vie de cet homme, le paysan ou le citadin, le jeune ou le vieux, l'analphabète ou l'instruit, celui qui ne peut que subir le système qui l'opprime ou celui qui se lève contre et s'engage dans la lutte, au cœur de sa vie, je peux voir la marque d'une culture africo-musulmane qui l'a fait être ce qu'il est. Dans la vie sociale, dans les rapports humains, dans la vie rurale ou urbaine, dans le travail agricole, dans l'activité artisanale, commerciale, dans la vie politique, cette même marque est déterminante. Ne faut-il pas essayer d'en mesurer toutes les dimensions et d'en découvrir les richesses ?

— N'est-ce pas d'abord une histoire ? : celle des grands empires africains, celle de la saignée esclavagiste, celle de l'islamisation, de la conquête coloniale, de l'indépendance...

— N'est-ce pas aussi une richesse de peuples et de langues ?

— N'est-ce pas une tradition ancestrale de vie sédentaire agricole, de nomadisme pastoral, commercial ou guerrier, de vie villageoise, de vie familiale ?

— N'est-ce pas aujourd'hui particulièrement, le déploiement de la conscience d'appartenir à cette Afrique qui lutte contre l'impérialisme, pour son unité, pour le respect de ce qu'elle est, différente des autres et maîtresse de son avenir ? (OUA, Non Alignés, Mouvements de Libération...).

— N'est-ce pas, depuis quelques décennies l'assimilation originale (ou le rejet) des conséquences de l'urbanisme, d'une technologie, des médias ?

— N'est-ce pas encore un héritage religieux, qu'il vienne du fond des âges ou de l'époque plus récente où l'Islam s'est répandu en Afrique noire ?

— N'est-ce pas une foi musulmane vécue par un grand nombre comme la reconnaissance de l'altérité radicale de Dieu, comme une aspiration profonde à plus que soi-même ouvrant à la responsabilité du créé ?

— N'est-ce pas enfin cette même foi musulmane trop semblable pour certains à un système religieux clos, vestige

inauthentique de l'histoire africaine et incapable de cohabiter dans l'homme avec ce qui le fait grandir et lutter pour sa libération du sous-développement ?

Tout ceci et bien d'autres choses sans doute aident ou entravent, mais déterminent sûrement ce que deviennent l'homme et la société à la période critique où se trouve l'Afrique aujourd'hui.

Il est tout à fait impossible à l'homme que je suis de pénétrer suffisamment dans ce dédale et d'assumer en profondeur tout cela. Il y a effectivement des « barrages » tant historiques, politiques, que culturels, religieux devant lesquels il est impossible de ne pas s'arrêter.

S'il ne peut y avoir de confusion de moi-même dans l'autre, je reconnais une implication de ce que nous sommes l'un dans l'autre. Le « Cheminement au coude à coude » par le travail et le partage de vie des hommes en Afrique conduit à cette implication mutuelle à l'intérieur de laquelle tout est engagé et « imbriqué » de l'homme, du chrétien et peut-être un jour du prêtre, de l'homme de foi participant à la responsabilité apostolique.

En Jésus de Nazareth, Dieu révèle l'homme

Comme dans toute situation humaine, je reconnais que dans celle qui s'attache à laisser ses racines se nourrir au plus tragique de la vie de l'homme, au plus acharné de sa lutte pour sa survie, au plus dense de son désir de vie, l'interpellation de Jésus Christ est une Parole Vivante.

Affirmant leur volonté d'être lucides sur une histoire ancienne ou récente qui s'est bien souvent attachée à brader leur liberté pour une force de travail, leur culture pour la soumission à une hégémonie étrangère... les hommes et les femmes de ces pays d'Afrique ont signifié leur refus d'en rester là. Leur démarche aujourd'hui est une recherche et un combat pour une humanité redéployée dans toutes ses richesses. L'enjeu est la renaissance d'un homme libre. Dans

la solidarité avec ces hommes et ces femmes, dans la participation à la réalisation de cet enjeu, la bonne Nouvelle de Jésus Christ n'est pas vaine. Elle est une parole qui me dit quelque chose sur ce qu'est l'homme là où justement il se fait. Par sa vie même Jésus Christ témoigne du sens de la vie des hommes. « Si Jésus est révélateur de l'homme, c'est par toute sa vie et non par une doctrine ou une morale fussent-elles fondées sur les béatitudes » (1). Une vie d'homme libre. L'Évangile montre que cette liberté a été un signe pour les compagnons comme pour les adversaires de Jésus. Liberté devant un ordre moral, social, politique. Liberté devant les préjugés religieux ou culturels du monde juif, ne voulant pas se laisser enfermer dans une prédétermination de son propre rôle. Une liberté qui rétablit l'homme dans sa vraie relation à Dieu, au Père, au Créateur.

Sa relation aux hommes n'a pas été marquée par l'intérêt, le désir de puissance, l'instinct de possession. Elle a été une fraternité avec les pauvres, tous ceux qui ne pouvaient pas vivre libres dans la société. Elle montre que les riches, les « normaux » ne sont pas ceux qu'on pense.

Bien d'autres lumières me viennent de la vie de cet homme, qui me semblent donner à celle de l'homme d'aujourd'hui son plein de sens, de raisons de vivre, de lutter et d'espérer. Celui dont la vie a assumé toutes les solidarités humaines, s'est heurté au refus aveugle devant une parole d'amour, dont la passion de l'homme a entraîné la croix, Dieu l'a ressuscité. Sa résurrection ouvre la vie de *tout* homme à sa dimension divine. « Jésus Christ est le prophète de l'humain dans le sens de Dieu » (1). Je reconnais que ce sens de Dieu, l'interpellation de l'homme par Dieu, je ne peux l'enfermer dans la réponse personnelle que j'y apporte. Si, avec toute la modestie qu'une telle confession implique, je reconnais que Dieu vient à la rencontre de l'homme que je suis, par l'homme Jésus, c'est bien dans le contexte précis de ce qu'est ma vie que cela se passe et c'est que tout homme est concerné par une telle rencontre.

(1) C.R. session Maghreb 1975

Ma foi, comme réponse à l'initiative de Dieu, vécue avec les hommes et les femmes de l'Afrique musulmane doit d'abord assumer l'épreuve de vérité dont Marcel Massard parlait à la session de juillet dernier (2). Il me faut reconnaître les limites et les déterminations de ma propre réponse, rendre à l'Évangile toute sa force libre qui lui permet d'être entendu par tous, quelque soient les langages, les cultures... Je perçois que l'Église n'a pas fini de se désapproprier de l'Évangile, de restituer la parole de Dieu, la Bonne Nouvelle de Jésus Christ à tous les hommes.

L'Église de Jésus-Christ, une église qui sort d'elle-même

La foi en Jésus Christ doit pouvoir se dire dans tout langage, dans toute culture, sans que cela signifie une dépersonnalisation, une adoption de schémas culturels autres que les siens. Je reçois très fort l'*utopie* des copains du Maghreb. Elle est pour moi le pôle principal de mobilisation dans le désir de participation à la responsabilité apostolique.

L'Église, si elle veut être cette passeuse d'hommes dans la lumière de Jésus Christ et de l'Esprit de Dieu dans la vie des hommes, doit se risquer au delà de la communauté qu'elle constitue déjà. Fonder l'Église en se laissant fonder, telle est la démarche d'une Église qui sort des chemins connus de son expression de la foi, qui cherche toujours à « débusquer l'identification entre la foi et son expression culturelle » (1), qui a comme exigence de reconnaître l'universalité du message qu'elle transmet et de se laisser fondre dans les particularités qui le reçoivent.

Personne, si nous savons être conséquent avec ce qui soutient l'Assemblée de Jérusalem (Ac 15), ne doit être obligé de subir une transplantation culturelle pour accéder à la foi chrétienne. Nous n'avons à imposer aucune coutume venant

(2) cf. Lac, n° 53,

d'une culture particulière, à laquelle l'Eglise aurait été liée au cours de son histoire.

Cette « sortie de soi » de l'Eglise est une expression de sa responsabilité apostolique. C'est à celle-ci que je souhaite m'atteler dans un projet de ministère en Afrique. Elle n'est pas pour moi annexe à une participation au développement et au partage de la vie des hommes dont je parlais plus haut.

L'universel chrétien, que cette responsabilité apostolique recouvre, n'est pas la répétition de formules du Nouveau Testament, mais dans nos particularités multiples, une compréhension plus profonde de nos responsabilités dans les actes que nous posons pour transformer le monde... prolongement dans l'histoire et dans la géographie de la particularité de Jésus pour donner réalité et actualité à l'universalisme décisif que sa résurrection inaugure.

La disponibilité pour prendre ma part dans cette responsabilité apostolique recouvre pour moi une dimension que je voudrais noter même si elle n'est qu'une recherche peu assurée :

Lors d'un séjour en Afrique, dans le cotoiement de la vie quotidienne des gens, j'ai pu rencontrer, et dialoguer avec des hommes de foi musulmane, « des croyants musulmans dont on sentait qu'ils marchaient à la face du Dieu vivant » (1).

Ceci m'amène à une ouverture de la perception que j'ai de la révélation de Dieu parmi les hommes. « Dans la foi nous affirmons que Dieu est passionné de tout homme et que chaque homme construit son destin avec Dieu dans le mystère de sa liberté et de son histoire » (1). L'interpellation de l'homme par Dieu est au-delà de ce que j'en perçois et de ce que l'Eglise en reconnaît. « L'Esprit nous précède toujours, les chemins sont divers pour aller vers le Père de Jésus Christ. Dans la foi nous devons nous réjouir des manifestations multiples de l'Esprit de Dieu inspirant le cœur des hommes et nous interpellant par leur attitude et leur vie

engagée. Par l'Esprit, bien que ne le connaissant pas, des hommes venant de tous horizons ont découvert ce que le Christ lui-même a réalisé dans son existence » (1).

C'est une des dimensions de la vie de l'Eglise que d'être disponible à ces interpellations diverses de Dieu. Elles procèdent d'une initiative de Dieu dont l'Eglise ne peut rien dire et qu'elle n'a qu'à accueillir. Il y a un espace que l'Eglise ne peut remplir entre le temps des hommes et le temps de Dieu, entre ce que représente du Royaume de Dieu la communauté des croyants aujourd'hui et la plénitude de vie de tous les hommes en Dieu. Il y a cet espace où l'Eglise a peut-être à placer des veilleurs, des hommes de prière, de contemplation d'un absolu vers lequel nous ne sommes qu'en marche. L'Eglise est en voyage entre l'expérience totale du Christ et l'expérience humaine inachevée.

Un voyage où la responsabilité ne peut être portée seule. Ma recherche doit pouvoir s'inscrire dans l'initiative de l'Eglise. Mon engagement à la Mission de France en juillet dernier, a été pour moi, non seulement la démarche d'un individu qui se reconnaît dans un groupe, mais aussi ma mise en route dans une aventure à plusieurs. Je cherche à voir comment cela peut se vivre dans un projet en Afrique : avec les Eglises locales et les communautés chrétiennes qui existent, avec telle ou telle équipe de la Mission déjà présente à Abidjan, Douala... avec une nouvelle équipe à créer ?

Tels sont quelques traits de ma recherche. Ce que j'en dis est incomplet. Je n'ai voulu que mettre en avant quelques aspects qui en sont des lignes de force et par lesquels je me sens proche de ce que d'autres copains de la mission vivent.

Quelques questions

Les articles qui précèdent sont des témoignages de ce qui se vit dans notre temps, sur notre terre. Une grande absence : l'Asie, et nous le regrettons. Certains textes prévus n'ont pu être publiés. Leurs auteurs sont trop engagés pour pouvoir s'exprimer sans risque.

La conclusion d'une série d'articles d'André Fontaine dans le Monde du 15-1-76, éclaire l'histoire présente :

« ...Une situation comme celle que connaît le monde de 1976 caractérisée essentiellement par un double partage, vertical entre les deux superpuissances, horizontal entre les riches et les pauvres, également impossible à justifier en raison ou en morale, ne peut pas durer éternellement. Si le premier ne s'estompe pas dans la foulée de la détente, la force se chargera un jour ou l'autre de le remettre en cause. Quant au second, citons M. Paul-Marc Henry : Seule une redistribution effective des moyens techniques et financiers permettant d'accroître la production industrielle et agricole peut retarder l'échéance des confrontations sauvages. S'il restait au monde riche une once d'audace et de bon sens, s'il était capable de l'employer à autre chose qu'à accroître une consommation insensée et des moyens plus insensés encore, c'est dans cette voie-là évidemment qu'il s'engagerait.

C'est de sauver l'humanité qu'il s'agit et de rien de moins. Imagine-t-on un programme plus exaltant et davantage de nature à arracher les riverains de l'Atlantique-Nord aux démons jumeaux de la morosité et de l'angoisse ? Mais à combien d'habitudes de vie et de pensée ne leur faudrait-il pas alors tourner le dos » ?

L'avenir de l'humanité commande l'avenir de la Foi.

Nous constatons que partout, en des situations diverses, « le politique » met l'Eglise et l'homme en cause. Nous pressentons que le politique est imbriqué dans l'économie (cf. article de Pierre Judet) et réciproquement : l'homme est le sujet de l'un et de l'autre.

La Foi qui n'a pas d'autre lieu que l'homme et l'homme d'aujourd'hui est interrogée.

1 — Quels types d'homme, quels types de société, quelles formes de gouvernement, quelle forme de communauté religieuse faut-il promouvoir ?

- Que faire afin que les relations entre les hommes, entre les groupes, entre les pays soient non des relations de domination, de dépendance, de violence, mais des relations de participation, de dialogue, de service ?

- Avec quels groupes ici ou là nous sentons-nous engagés ?

- Quand le respect des cultures sera-t-il source de communion entre les hommes et non de mépris ou de rejet ?

2 — Dans les pays en voie de développement, nous découvrons l'importance du couple Foi et religion (cf. le texte de Tunis, le texte de J. Leclerc, etc). Ceci doit nous faire réfléchir sur notre tendance à évacuer le religieux au profit de la Foi.

- Vivre la Foi aujourd'hui, c'est aussi accepter les mises en cause dans les combats pour la justice et la liberté, tant au niveau économique que politique.

La récente réunion islamo-chrétienne de Tripoli est révélatrice : les notables de l'Eglise n'ont pu se soustraire à la question politique. Ils avaient quelque peu omis d'analyser la situation. La Foi, en effet, ne saurait tenir lieu d'analyse politique. Le chrétien n'est jamais dispensé par sa Foi de faire travailler son intelligence.

Et nous, en France, engagés dans le combat politique, quelle analyse faisons-nous des situations, des partis, le possible ?

3 — Le monde paysan français manifeste.

Les minorités dans notre pays se rebellent (Bretons, Basques, Corses, Occitanie). L'Eglise de France veut s'affranchir et se libérer. Elle se veut a-politique. Le monde ouvrier lutte pour plus de justice, pour le droit au travail, pour une égalité plus grande des revenus, pour une participation au pouvoir dans l'entreprise.

Ces combats que nous menons sont-ils différents de ceux menés en d'autres pays et d'autres cultures ? Sont-ils contradictoires ? Quels liens existent entre eux ?

Autant de points à creuser.

Ouvrages reçus

**De commencement
en commencement.**

Bernard BESRET
Ed. du Seuil 197 pages.

La séduction de l'esprit.

Harvey COX
Ed. du Seuil 314 pages.

Le jour de l'Homme.

Jacques LECLERCQ
Ed. du Seuil 158 pages

Passion pour l'essentiel.

Gabriel MARC
Ed. ouvrières 228 pages

**Episcopat et Papauté chez
Saint-Bernard de Clairvaux.**

Bernard JACQUELINE
Ed. Jacqueline 360 pages.

Nouvelles de la Mission

POUR LES JEUNES

— **SAMEDI 5 et DIMANCHE 6 JUIN**

Information et Dialogue organise
à **FONTENAY**

**JOURNEE DE PRESENTATION DE LA FORMATION
AU MINISTERE
A LA MISSION DE FRANCE.**

Ouvert à tous ceux qui souhaitent rencontrer des jeunes
en formation à la M.D.F. et des responsables.

— **1^{re} SEMAINE DE SEPTEMBRE**

Dans le centre de la France
CAMP RENCONTRE DE JEUNES — 17-20 ans
intéressés par ce qui se vit à la Mission de France.

Pour renseignements — Fiches d'inscriptions — etc. :

INFORMATION-DIALOGUE

B. P. 33

94120 FONTENAY-SOUS-BOIS

Carnet de la Mission

Le père de Mamu de Vesvrotte (Kinshasa), la mère de Bernard Gautier (Chelles), celle de Jean Moineau (Abidjan) sont décédés récemment. Que leurs familles et leurs amis trouvent ici le témoignage de notre amitié et de notre prière.